

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Public Works and Government Services Canada
Telus Plaza North, 5th floor
10025 Jasper Avenue
Edmonton
Alberta
T5J 1S6
Bid Fax: (780) 497-3510

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Ennadal Lake Remediation	
Solicitation No. - N° de l'invitation EW699-133161/A	Date 2013-02-26
Client Reference No. - N° de référence du client AANDC	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$NCS-002-9737	
File No. - N° de dossier NCS-2-35420 (002)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-04-09	Time Zone Fuseau horaire Mountain Standard Time MST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Poot (NCS), Marc	Buyer Id - Id de l'acheteur ncs002
Telephone No. - N° de téléphone (780) 497-3520 ()	FAX No. - N° de FAX (780) 497-3842
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA TELUS PLAZA N. 10025 JASPER AVE EDMONTON Alberta T5J1S6 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Northern Contaminated Site Program
Telus Plaza North, 5th floor
10025 Jasper Avenue
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**ASSAINISSEMENT DU SITE DE
L'ANCIENNE STATION MÉTÉOROLOGIQUE DU LAC ENNADAI
AU NUNAVUT
NUMÉRO DE PROJET DE TPSGC - R.048071.001**

Table des matières

Section 1 - Instructions à l'intention des soumissionnaires

1. Instructions et conditions
2. Exigence
3. Exigences obligatoires
4. Contenu des soumissions
5. Critères d'évaluation ou méthode de sélection

Section 2: Contrat subséquent

Voir Section 2 - Table des matières

Annexes

- A. Conditions supplémentaires
- B. Conditions générales
- C. Spécifications
- D. Santé et sécurité
- E. Assurance et certificat d'assurance de l'assureur
- F. Base de paiement
- G. Modalités de paiement
- H. Attestations et documents requis
- I. Critères d'évaluation ou méthode de sélection
- J. Tableau d'évaluation des pénalités et des primes d'encouragement liés à l'emploi d'Inuits

Section 1 - Instructions à l'intention des soumissionnaires

1.0 Instructions et conditions

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (OMC-AMP), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.1 Accords commerciaux

Le besoin proposé est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (OMC-AMP) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.2 Critères d'évaluation de l'ARTN

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la partie 6 du chapitre « Marchés de l'État » de l'Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (ARTN):

24.6.1 Chaque fois que cela est faisable et compatible avec une saine gestion des marchés de l'État, et sous réserve des obligations internationales du Canada, l'ensemble des critères énumérés aux alinéas suivants ou tous ceux qui sont appropriés à l'égard d'un marché donné font partie des critères établis par le gouvernement du Canada en vue de l'adjudication des marchés de l'État dans la région du Nunavut:

- a) présence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres établissements dans la région du Nunavut;
- b) dans l'exécution des marchés, embauchage de travailleurs qui sont des Inuits, recours aux services professionnels des Inuits ou de fournisseurs qui sont soit des Inuit, soit des entreprises inuites;
- c) prise d'engagements, dans le cadre du marché, relativement à la formation en cours d'emploi ou au perfectionnement professionnel des Inuits.

1.3 Instructions, clauses et conditions de la demande de soumissions

1.3.1 Toutes les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions sont identifiées par un numéro, une date et un titre dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*, produit par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

1.3.2 Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

1.3.3 Le document 2003 *Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels (2012-11-19)* est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

- 1.3.3.1** Le paragraphe 5, *Présentation des soumissions*, de la sous-section 4 du document 2003, *Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels*, est modifié comme suit:

Supprimer: soixante (60) jours. Insérer: quatre-vingt-dix (90) jours

- 1.3.4** Les soumissions transmises par voie électronique ne seront pas acceptées, en raison de la nature de la présente soumission.
- 1.3.5** Les modifications apportées aux soumissions seront refusées après la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- 1.3.6** En raison des exigences opérationnelles du projet, les demandes de prolongation de la demande de soumissions NE seront PAS prises en compte.
- 1.3.7** L'entrepreneur ne se fera rembourser aucune dépense engagée avant la date d'entrée en vigueur du contrat à moins d'indications contraires explicites dans le contrat.

1.4 Réunion des Soumissionnaires (Facultative) :

Une conférence des soumissionnaires aura lieu à Winnipeg (Manitoba), le jeudi 14 mars 2013. L'inscription est à 9 h (heure avancée du Centre), et la réunion commence à 9 h 15 (heure avancée du Centre), au Four Points by Sheraton à l'aéroport international de Winnipeg, dans la salle DeHavilland.

Dans le cadre de la conférence, on examinera la portée du besoin qui fait l'objet de la demande de soumissions et on répondra aux questions qui seront posées.

On demande aux soumissionnaires ou à leur représentant de participer à cette conférence, au cours de laquelle on passera en revue les exigences décrites dans le présent dossier d'appel d'offres et on répondra à toutes les questions. On recommande aux soumissionnaires qui ont l'intention de présenter une soumission, d'assister à cette conférence ou d'y déléguer un représentant, pour qu'ils puissent comprendre parfaitement la portée des besoins. On recommande aux soumissionnaires qui ont l'intention de présenter une soumission, d'assister à cette conférence ou d'y déléguer un représentant, pour qu'ils puissent comprendre parfaitement la portée des besoins. Il ne s'agit pas d'une réunion obligatoire puisque ceux qui n'y participe pas peuvent tout de même présenter une soumission.

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante avant la réunion pour confirmer leur participation. Les soumissionnaires doivent fournir à l'autorité contractante, par écrit, le nom de leurs représentants qui participeront et une liste des questions qu'ils veulent adresser au moins deux (2) jours ouvrables avant la date prévue de la réunion des soumissionnaires. Communiquez avec **Marc Poot par courriel à marc.poot@pwgsc.gc.ca** ou par écrit par télécopieur au 780-497-3510 pour confirmer votre participation.

Les soumissionnaires sont informés que tous les éclaircissements ou changements découlant de la réunion seront incorporés aux documents d'invitation à soumissionner sous forme de modifications.

2.0 Exigence

2.1 Résumé

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux spécifications qui figurent à l'**Annexe C** ainsi que dans les sections « Soumission technique » et « Soumission de gestion et d'organisation » dans la soumission présentée par l'entrepreneur, intitulée (à déterminer), en date de (à déterminer).

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), pour le compte d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC), a besoin que des activités d'assainissement soient effectuées au site de l'ancienne station météorologique du lac Ennadai, au Nunavut.

Les travaux comprennent notamment : préparation de documents de planification et de propositions; installation et désinstallation de l'ensemble du personnel, de l'équipement, des installations de soutien et de tous les matériaux nécessaires pour la réalisation des travaux; amélioration des pistes sur le site, de l'accès des hydravions ou de la bande d'atterrissage, selon les besoins, afin de faciliter les activités d'assainissement; aménagement sur place d'une décharge pour les déchets non dangereux; démantèlement et démolition des bâtiments et de l'infrastructure; triage des matières dangereuses et des matières non dangereuses; triage des déchets ligneux non dangereux pour incinération; ramassage et mise en conteneur des matières dangereuses pour élimination; excavation, triage, transport sur place et élimination des matières non dangereuses dans la décharge pour déchets non dangereux; transport hors site et élimination de tous les matériaux dangereux de démolition ainsi que des débris et liquides dangereux à l'installation désignée d'élimination des déchets dangereux de l'entrepreneur; excavation, mise en conteneur, transport et élimination de sols contaminés par des métaux à l'installation désignée d'élimination des sols contaminés de l'entrepreneur; conception et mise en œuvre d'un plan de traitement des sols contaminés par des hydrocarbures pétroliers; incinération sur place du contenu des fûts de liquides organiques et des déchets ligneux non dangereux; mise en conteneur et transport vers l'installation d'élimination hors site de l'entrepreneur des liquides qui ne respectent pas les lignes directrices en matière d'incinération ou en matière d'évacuation des eaux; ramassage, nettoyage et élimination appropriée des fûts, des réservoirs et de leur contenu; mise en valeur et remise en état des sites d'emprunt locaux; remplissage et nivellement de toutes les zones excavées; désaffectation et remblayage des sols de la zone de traitement des terres agricoles.

Prestation de services de soutien sur place suivants : campement de chantier (exploitation et entretien des installations, services d'alimentation et de nettoyage); fourniture et entretien des véhicules du représentant du Ministère, services de sécurité et de protection contre les incendies, locaux à bureaux et services médicaux, plan de santé et de sécurité propre au site; services de communication pour le représentant du Ministère et l'entrepreneur, services de gestion de la faune.

La station météorologique actuelle et la zone environnante ne doivent pas être perturbées.

2.2 Spécifications

- 2.2.1** Nous vous invitons à présenter une soumission technique, une soumission de gestion et d'organisation, un état des considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement **[l'original et quatre (4) copies]** ainsi qu'une soumission financière **(l'original seulement)** concernant les travaux décrits dans les spécifications énoncées à l'**Annexe C**, ci-jointe, pour Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

2.3 Période du contrat proposé

- 2.3.1** La période du contrat s'étend du (date à déterminer) au 31 mars 2016. Les travaux doivent être réalisés entre (date approximative) avril 2013 et l'automne 2015, et tous les produits à livrer devront être prêts au plus tard le 31 mars 2016.

2.4 Garantie financière contractuelle

- 2.4.1** L'entrepreneur ne sera pas tenu de fournir de garantie d'exécution; cependant, il y aura une retenue de garantie mensuelle de 10 % conformément à l'article TP-3, « Mode de paiement » figurant à l'**Annexe G** ci-jointe.

2.4.2 Définition de la retenue de garantie de 10 %

La retenue de garantie de dix pour cent (10 %) est un montant que le Canada prélève sur chaque facture mensuelle comme garantie contractuelle. Cette retenue se calcule à partir du montant de la facture avant la taxe sur les produits et services (TPS). La retenue de garantie est remise conformément aux modalités énoncées dans l'article TP-3.

2.5 Études et expérience - attestation

- 2.5.1** En signant la présente demande d'offres à la première page, le soumissionnaire confirme, après vérification, l'exactitude de tous les renseignements contenus dans les curriculum vitae et les documents connexes joints à sa proposition, notamment l'information se rapportant à la scolarité, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque personne qu'il a proposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat subséquent.

2.6 Santé et sécurité: CAT et programme de sécurité des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut

- 2.6.1** Voici ce que le soumissionnaire recommandé doit fournir à l'autorité contractante, avant l'adjudication du contrat.

2.6.1.1 Le résumé du coût des demandes d'indemnisation de la Commission des accidents du travail (NU);

2.6.1.2 Une lettre d'attestation de la Commission des accidents du travail et une confirmation écrite de cet organisme que les administrateurs, les cadres supérieurs, les propriétaires ou les partenaires qui se rendront sur les chantiers ou prévoient le faire seront protégés.

2.6.1.3 Un certificat de reconnaissance ou un plan de sécurité enregistré, accepté par l'autorité compétente. Un programme de santé et de sécurité, exigé par la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de la province ou du territoire en question, serait accepté en remplacement du certificat de reconnaissance ou du plan de sécurité enregistré. Si la loi dans la province ou le territoire n'en exige pas, remplir en lieu et place le formulaire de déclaration prévu à cet effet et le retourner.

2.6.2 Le soumissionnaire recommandé doit fournir les documents énoncés ci-dessus à l'autorité contractante à la date fixée par l'autorité contractante ou avant (habituellement dans les 3 à 5 jours suivants l'avis), à défaut de quoi il y aura rupture de promesse, auquel cas l'autorité contractante pourra alors se tourner vers le soumissionnaire suivant sur la liste des soumissionnaires retenus.

2.7 Idées présentées par les soumissionnaires pendant la période de la demande de propositions (DP)

2.7.1 Si le soumissionnaire considère que les spécifications ou l'énoncé des travaux (EDT) contenus dans la présente demande de propositions (DP) peuvent être améliorés du point de vue technique ou technologique, il est prié de proposer par écrit des idées à l'autorité contractante indiquée dans la présente. Il doit clairement décrire l'amélioration qu'il propose ainsi que la raison de cette amélioration. Les idées qui ne représentent pas des restrictions pour le niveau de concurrence et celles qui ne favorisent personne en particulier parmi les soumissionnaires seront étudiées à condition d'avoir été acheminées à l'autorité contractante dans les cinq (5) jours civils précédant la date de la clôture de la demande de soumissions indiquée dans la présente. Le Canada se réserve le droit d'accepter ou de refuser toutes les idées soumises ou quelques-unes d'entre elles.

2.8 Capacité financière

2.8.1 Exigence relative à la capacité financière:

Le soumissionnaire doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin. Afin d'évaluer la capacité financière du soumissionnaire, l'autorité contractante pourra, dans un avis écrit à l'intention du soumissionnaire, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers dont il est question ci-dessous durant l'évaluation des soumissions. Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante les renseignements suivants dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'une demande de l'autorité contractante ou dans un délai précisé par l'autorité contractante dans l'avis.

-
- a)** Les états financiers vérifiés ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, les états financiers non vérifiés (préparés par la firme de comptabilité externe du soumissionnaire, s'il y a lieu, ou encore préparés à l'interne si aucun état financier n'a été préparé par un tiers) pour les trois derniers exercices financiers du soumissionnaire ou, si l'entreprise est en opérations depuis moins de trois ans, pour toute la période en question (incluant au minimum le bilan, l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats et les notes afférentes aux états financiers).
- b)** Si les états financiers mentionnés au paragraphe 1.a) datent de plus de cinq mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande l'information, le soumissionnaire doit également fournir, à moins que ce soit interdit par une loi dans le cas des sociétés ouvertes au public, les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice), datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- c)** Si le soumissionnaire n'exerce pas ses activités depuis au moins un exercice complet, il doit fournir les renseignements suivants:
- i)** le bilan d'ouverture en date de début des activités (dans le cas d'une corporation, un bilan à la date de la constitution de la société);
 - ii)** les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice) datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- d)** Une attestation de la part du directeur financier ou d'un signataire autorisé du soumissionnaire stipulant que les renseignements financiers fournis sont exacts et complets.
- e)** Une lettre de confirmation émise par toutes les institutions financières ayant fourni du financement à court terme au soumissionnaire. Cette lettre doit faire état du montant total des marges de crédit accordées au soumissionnaire ainsi que du crédit toujours disponible, et non utilisé, un mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- f)** Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie portant sur toutes les activités du soumissionnaire (y compris le besoin) pour les deux premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois, dans le cadre de toutes les activités du soumissionnaire. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.
- g)** Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie pour les deux premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois dans le cadre du besoin. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.

- 2.8.2** Si le soumissionnaire est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise.
- 2.8.3** Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, alors les renseignements financiers mentionnés aux paragraphes 1. a) à f) exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par la société mère elle-même. Toutefois, la fourniture des renseignements financiers de la société mère ne répond pas à elle seule à l'exigence selon laquelle le soumissionnaire doit fournir ses renseignements financiers, et la capacité financière de la société mère ne peut pas remplacer la capacité financière du soumissionnaire, à moins qu'un consentement de la société mère à signer une garantie de la société mère, rédigée par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), ne soit fourni avec les renseignements exigés.
- 2.8.4 Renseignements financiers déjà fournis à TPSGC:** Le soumissionnaire n'est pas tenu de soumettre de nouveau des renseignements financiers demandés par l'autorité contractante qui sont déjà détenus en dossier à TPSGC par la Direction des services des politiques, de la vérification et de l'analyse des coûts du Secteur de la politique, du risque, de l'intégrité et de la gestion stratégique, à condition que dans le délai susmentionné :
- a) le soumissionnaire indique par écrit à l'autorité contractante les renseignements précis qui sont en dossier et le besoin à l'égard duquel ces renseignements ont été fournis;
- b) le soumissionnaire autorise l'utilisation de ces renseignements pour ce besoin.
- 2.8.5 Autres renseignements :** Le Canada se réserve le droit de demander au soumissionnaire de fournir tout autre renseignement requis par le Canada pour procéder à une évaluation complète de la capacité financière du soumissionnaire.
- 2.8.6 Confidentialité :** Si le soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les renseignements exigés ci-dessus et l'informe de la confidentialité des renseignements divulgués, le Canada doit traiter ces renseignements de façon confidentielle, suivant les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information, L.R., 1985, ch. A-1, alinéas 20(1)b) et c).
- 2.8.7 Sécurité :** Pour déterminer si le soumissionnaire a la capacité financière requise pour répondre au besoin, le Canada pourra prendre en considération toute garantie que le soumissionnaire peut lui offrir, aux frais du soumissionnaire (par exemple, une lettre de crédit irrévocable provenant d'une institution financière enregistrée et émise au nom du Canada, une garantie d'exécution provenant d'une tierce partie, ou toute autre forme de garantie exigée par le Canada).

2.9 Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre rédigée par un courtier d'assurances ou encore par une compagnie d'assurances autorisée à avoir des activités commerciales au Canada, dans laquelle il est confirmé que le soumissionnaire, si le contrat qui fait l'objet de la demande de soumissions lui est adjugé, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance énoncées à l'**Annexe E**.

Si ce document n'est pas fourni dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. À défaut de donner suite à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus, sa soumission sera jugée irrecevable.

3.0 Exigences obligatoires

Chaque soumission doit satisfaire à toutes les conditions obligatoires de la présente invitation à soumissionner, et dans toutes les présentations de soumissions, le soumissionnaire doit indiquer qu'il accepte, sans faire de contre-offre, toutes les modalités de la DP, la base de paiement ainsi que les plans et les spécifications à la clôture de la demande de soumissions. Les soumissions qui ne respectent pas ces exigences seront jugées irrecevables et elles ne seront pas prises en considération.

La présente énonce les exigences obligatoires (conformément aux sections 3.1.1, 3.1.2 et 3.1.3). Afin d'accélérer la procédure d'évaluation des soumissions présentées, les « soumissionnaires » doivent joindre à leur soumission les exigences obligatoires après la clôture de la demande de soumissions.

3.1 Exigences obligatoires

3.1.1 Exigences obligatoires avant la clôture de la demande de soumissions

Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission les exigences obligatoires suivantes.

3.1.1.1 Lettre d'une banque ou d'une autre institution financière

Les soumissionnaires doivent remettre avec leur soumission une lettre d'une banque ou d'une autre institution financière décrivant en détail l'attribution d'une ligne de crédit d'une valeur égale aux coûts initiaux d'installation (année un du calendrier de l'entrepreneur), en vue de l'assainissement du site de l'ancienne station météorologique du lac Ennadai, au Nunavut, ou une autre garantie de financement confirmant la capacité d'assumer les coûts jusqu'à ce que des paiements puissent être faits.

3.1.1.2 Les soumissionnaires doivent remettre une attestation conformément à la section 1.1.1 « Garantie du nombre d'employés inuits » et à la section 1.1.4 « Garantie du nombre d'employés inuits pour l'adjudication de contrats » de l'**Annexe H**.

3.1.2 Exigences obligatoires avant l'adjudication du contrat

Voici les renseignements obligatoires que les soumissionnaires doivent respecter avant l'adjudication du contrat, soit dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la date de la demande.

3.1.2.1 La page couverture signée de la DP avec votre soumission. En la signant, vous reconnaissez que vous acceptez les modalités de la DP, la base de paiement, les plans et les spécifications à la date de la clôture de la demande de soumissions sans contre-offre.

3.1.2.2 Les documents de la coentreprise conformément à la section 1.3 de l'**Annexe H**, ci-jointe.

3.1.2.3 Le nom du représentant de l'entrepreneur conformément à la section 1.4 de l'**Annexe H**, ci-jointe.

3.1.2.4 Le nom et l'adresse de l'installation **autorisée de traitement des déchets désignée** conformément à la section 1.5 de l'**Annexe H**, ci-jointe.

3.1.2.5 Une preuve de conformité aux exigences de la CAT et liées à la santé et à la sécurité, décrites dans la DP.

3.1.2.6 La lettre de votre assureur ou tout autre document confirmant que vous êtes en mesure de vous conformer aux conditions d'assurance énoncées dans les conditions générales.

3.1.3 Exigences obligatoires à respecter après l'adjudication du contrat

Voici l'exigence obligatoire que les soumissionnaires doivent respecter après l'adjudication du contrat.

3.1.3.1 Présentation d'un certificat d'assurance conformément à l'**Annexe E** dans les 30 jours suivant l'adjudication du contrat.

4.0 Contenu des soumissions

4.1 Généralités

4.1.1 Les soumissions doivent être présentées dans le format demandé (soumission technique, soumission de gestion et d'organisation, considération relative aux débouchés pour les Autochtones et soumission financière). Chaque section doit être brève. Il ne faut pas donner de renseignements inutiles. C'est au soumissionnaire de demander au besoin des précisions sur les exigences contenues dans la présente, avant de présenter une soumission.

4.1.2 Si le soumissionnaire a l'impression que les conditions sont inutilement restrictives à certains égards, il doit le mentionner dans la soumission descriptive. Il faut préciser les écarts par rapport aux exigences et aux modalités énoncées, en expliquant pourquoi ils ont été proposés. L'autorité contractante se réserve le droit d'accepter les soumissions reçues sans négociation au préalable.

4.1.3 Les soumissions doivent être établies en fonction des spécifications énoncées à l'**Annexe C**, ci-jointe, et elles seront évaluées par rapport aux exigences obligatoires et cotées dans les critères d'évaluation ou la méthode de sélection de l'entrepreneur, qui figure à l'**Annexe I**, ci-jointe. Votre soumission doit se subdiviser en **quatre (4) parties** (voir ci-dessous). Nous vous conseillons de reprendre le même format et de joindre une réponse claire, concise et complète aux critères d'évaluation demandés.

4.2 Partie1: Soumission technique

Votre soumission technique doit traiter, sans nécessairement s'y limiter, des éléments suivants.

4.2.1 Proposition claire, concise et complète

- Présenter une proposition claire, concise et complète bien structurée.
- Aborder tous les critères dans l'ordre indiqué dans la DDP de manière suffisamment détaillée pour faire la preuve d'une compréhension claire des exigences à satisfaire et des services à fournir.

4.2.2 Compréhension du projet

- Montrer une bonne intendance globale de l'environnement et une bonne compréhension de la nature unique du projet et de la portée des travaux en lien, notamment, avec les contraintes inhérentes au travail dans une localité nordique éloignée, d'accès parfois difficile, où le soutien disponible peut être limité.
- Indiquer clairement les principaux défis logistiques et environnementaux associés au travail proposé dans un lieu difficile d'accès.

4.2.3 Facteurs de logistique, d'installation et de désinstallation

- Donner une description détaillée de la façon dont l'ensemble de l'équipement, du carburant, des matériaux, des conteneurs de déchets, des fournitures et du personnel visés par la proposition seront transportés aller-retour jusqu'aux chantiers.
- Traiter notamment des sujets suivants.

Installation/désinstallation

- Fournir une liste de l'équipement et des fournitures qui seront apportés sur le chantier, étayée de photographies, en précisant l'état et l'ancienneté (années/heures) de l'équipement lourd.
- Décrire le transport par voie maritime, aérienne ou terrestre vers le chantier.
- Donner un plan de rechange si le plan proposé comporte des lacunes, ainsi que le cadre de prise de décisions qui sera employé pour la mise en oeuvre du plan de rechange.
- Fournir des détails sur la gestion du carburant, y compris les volumes prévus, le transport, l'entreposage et le transfert.
- Fournir une description détaillée des activités de désinstallation du chantier en précisant les modalités du retrait de l'équipement et de la fermeture du chantier.
- Indiquer la méthodologie détaillée des améliorations à apporter au site (voies d'accès et bande d'atterrissage).
- Donner des détails sur le franchissement des cours d'eau et la désaffectation des voies d'accès à la fin du projet.
- Énoncer les risques et les mesures d'atténuation prévues dans le cadre de cette tâche.
- Montrer une compréhension claire et le respect des exigences réglementaires qui ont trait à la tâche.
- Fournir des détails sur les considérations en matière de santé et de sécurité pour cette tâche.
- Montrer une compréhension claires des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à cette tâche, dans des circonstances normales aussi bien qu'en cas d'urgence, et préciser les mesures d'atténuation prévues.

4.2.4 Approvisionnement, exploitation et entretien des installations du campement

- Donner des précisions sur l'exploitation des campements, les installations connexes ainsi que les services à fournir.
- Traiter notamment des sujets suivants pour chacun des campements à dresser :
- Fournir une description des installations, y compris l'emplacement et un plan d'aménagement.
- Préciser la capacité du ou des campements, le nombre des effectifs, les heures de travail, la rotation des équipes et les vols.
- Indiquer la ou les sources d'eau domestique et le processus de traitement proposé si nécessaire pendant la saison des travaux et au moment du lancement et de l'arrêt des travaux.
- Inclure une estimation de la consommation quotidienne et du volume total d'eau nécessaire de chaque source
- Fournir les détails du plan de gestion des eaux usées et du plan de gestion des déchets solides.
- Fournir des détails sur le système de communication.
- Fournir des détails sur le plan de gestion de la faune.
- Énoncer les dispositions relatives aux représentants du Ministère au campement.
- Décrire les risques ainsi que les mesures d'atténuation associées à cette tâche.
- Montrer la compréhension et le respect des exigences réglementaires qui ont trait à la tâche.
- Fournir des détails sur les aspects liés à la santé et à la sécurité pour cette tâche.
- Montrer une compréhension claire des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à cette tâche, y compris les plans de secours médical d'urgence et d'évacuation.

4.2.5 Sols contaminés

- Indiquer en détail la méthode de gestion des sols contaminés.
- Traiter au minimum des sujets suivants :
- Indiquer en détail la méthode d'excavation des sols contaminés.
- Fournir des détails sur la mise en conteneur, le transport et l'élimination des sols contaminés en fonction des volumes de sol devant être éliminés hors site, préciser le lieu de l'élimination et fournir une lettre de l'installation confirmant son acceptation des flux de déchets proposés.
- Fournir la méthodologie détaillée d'aménagement et de désaffectation des terres agricoles.

-
- Fournir la méthodologie détaillée du traitement des sols contaminés aux hydrocarbures pétroliers et traiter des exigences quant aux délais prévus.
 - Décrire les risques ainsi que les mesures d'atténuation associées à cette tâche.
 - Montrer la compréhension et le respect des exigences réglementaires qui ont trait à la tâche.
 - Fournir des détails sur les aspects liés à la santé et à la sécurité de cette tâche.
 - Démontrer clairement une compréhension des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à cette tâche, y compris les exigences en matière d'équipement de protection individuelle.

4.2.6 Déchets dangereux

- Fournir des détails sur la façon dont les matières dangereuses seront ramassées, entreposées et transportées en vue de leur élimination. Traiter notamment des sujets suivants :
- Indiquer le type de conteneur proposé pour les matières dangereuses et donner une description générale de la façon dont ces matières seront sécurisées, étiquetées et suivies.
- Préciser les moyens de transport pour l'élimination hors site.
- Fournir des détails sur l'entreposage temporaire et le regroupement des matières dangereuses mises en conteneur.
- Préciser vers quelle installation d'élimination des matières dangereuses les déchets dangereux seront transportés et fournir une confirmation écrite de celle-ci.
- Fournir la méthodologie détaillée de démolition de bâtiments et de traitement des matériaux.
- Décrire les risques ainsi que les mesures d'atténuation liées à cette tâche.
- Montrer la compréhension et le respect des exigences réglementaires qui ont trait à la tâche.
- Fournir des détails sur les aspects liés à la santé et à la sécurité pour cette tâche.
- Montrer une compréhension claire des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à cette tâche.

4.2.7 Construction d'une décharge et traitement des débris non dangereux

- Fournir des détails sur la façon dont les déchets non dangereux seront ramassés, regroupés et transportés à la décharge sur place. Traiter notamment sujets suivants :
- Fournir la méthodologie détaillée de construction, d'exploitation et de fermeture de la décharge sur place.
- Indiquer la méthode et les lieux relatifs au triage des flux de déchets, au regroupement et à la réduction du volume.

- Décrire les risques ainsi que les mesures d'atténuation liées à cette tâche.
- Montrer la compréhension et le respect des exigences réglementaires qui ont trait à la tâche.
- Fournir des détails sur les aspects de la santé et de la sécurité pour cette tâche.
- Montrer une compréhension claire des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à cette tâche.
-

4.2.8 Traitement des fûts et des réservoirs

- Fournir des détails sur la méthode qui sera employée pour l'échantillonnage et le traitement des fûts. Traiter notamment des points suivants :
- Fournir des détails sur le plan d'échantillonnage des fûts.
- Donner des précisions, y compris la méthode, concernant le traitement et la réduction du volume (découpage, écrasement, déchiquetage) des fûts et des réservoirs, leur regroupement, le traitement ou le transfert de leur contenu, le nettoyage des fûts et le système de traitement proposé pour l'eau de procédé.
- Décrire les risques ainsi que les mesures d'atténuation associées à cette tâche.
- Montrer la compréhension et le respect des exigences réglementaires qui ont trait à la tâche.
- Fournir des détails sur les aspects de la santé et de la sécurité pour cette tâche.
- Montrer une compréhension claire des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à cette tâche.

4.2.9 Calendrier

- Établir un calendrier qui indique la durée de chacune des tâches principales. Traiter notamment de ce qui suit :
- Subdiviser chaque tâche en un nombre suffisant de sous-tâches de façon que le représentant du Ministère puisse assurer facilement un suivi des progrès réalisés dans le cadre du projet.
- Établir le chemin critique des activités prévues au calendrier et préciser la marge de manœuvre incluse dans la durée des activités indiquées.
- Indiquer clairement au calendrier la séquence des activités de travail.
- Prévoir au calendrier du temps pour la réalisation des activités supplémentaires éventuelles dont une estimation se trouve dans les documents d'appel d'offres.
- Attester par écrit que le calendrier proposé sera respecté et que les dépenses d'exploitation et les heures associées à l'exécution de travaux contractuels connus, mais non inscrits au calendrier proposé, seront assumées par l'entrepreneur.

4.2.10 Qualifications des principaux intervenants

Remettre un curriculum vitae (deux pages maximum) pour les postes suivants. Les curriculum vitae doivent comprendre de l'expérience acquise dans des projets semblables, de l'expérience de travail dans des lieux éloignés du Nord et de l'expérience dans les fonctions qui seront assumées dans le cadre du projet proposé.

A. Gestionnaire de projet et remplaçant

- Expérience manifeste de la gestion de projets d'assainissement, réalisés à une échelle comparable à celle du projet proposé et d'une envergure semblable.
- Expérience du contrôle des finances et du calendrier ainsi que de la liaison avec le client.

B. Surveillant de chantier et changement de quart de travail

- Expérience manifeste de la gestion du personnel dans un campement en région éloignée.
- Expérience en tant que surveillant de chantier dans le cadre de projets d'assainissement d'envergure semblable à celle du projet proposé.

C. Coordonnateur de la santé et de la sécurité sur place et hors site

- Expérience manifeste du travail en région éloignée dans le cadre de projets d'assainissement d'envergure semblable à celle du projet proposé.
- Expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes de santé et de sécurité propres à un lieu dans le cadre de projets d'assainissement.

D. Spécialiste des déchets dangereux

- Expérience manifeste sur le terrain dans le cadre de projets d'assainissement d'envergure semblable à celle du projet proposé.
- Expérience de l'identification, de l'échantillonnage, de la caractérisation, de la mise en conteneur et du transport de matières dangereuses ainsi que de leur élimination.

NOTA : Les remplaçants sont des employés qui seront affectés au projet advenant que les employés désignés ne soient plus disponibles pour cause de maladie, de démission, etc. Le personnel de changement de quart de travail relève régulièrement le personnel désigné lors des changements de quart de travail durant les travaux sur le chantier.

4.2.11 Organigramme

- Présenter un organigramme détaillé de l'équipe du projet sur lequel se trouve Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), le représentant du Ministère, le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants.
- Indiquer toutes les ressources, y compris le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants.

- Préciser la personne responsable de l'ensemble du projet ainsi que des dispositions concernant le contrôle des coûts et le respect de l'énoncé des travaux.
- Indiquer clairement les rapports hiérarchiques entre toutes les parties.

4.3 Partie 2: Soumission de gestion et d'organisation

La soumission de gestion et d'organisation doit traiter des éléments suivants, sans nécessairement s'y limiter.

4.3.1 Qualifications et expérience de l'entreprise, de la coentreprise ou du consortium

- Décrire les qualifications de l'entreprise, de la coentreprise ou du consortium du soumissionnaire et fournir des renseignements généraux permettant d'établir l'expérience par rapport à des activités d'envergure semblables dans des emplacements situés dans des lieux éloignés du Nord.
- Donner des détails sur le système de gestion de la santé et de la sécurité de l'entreprise ou le certificat de reconnaissance, ou l'équivalent.

4.3.2 Références de clients

- Fournir la preuve de la réalisation, par l'entreprise, de trois (3) projets semblables d'assainissement auxquels ont participé notamment les principaux membres de l'équipe de projet proposée.
- Donner le nom des membres de l'équipe de ces projets, leur rôle, les objectifs du projet, la portée des services, le budget, la date d'achèvement et les produits à livrer.
- Fournir des lettres de référence des clients pour chaque projet mentionné. Ces lettres doivent être signées et datées par le client.

Les dates de signature doivent se situer à l'intérieur de la période d'appel d'offres du présent projet.

1. Mesure dans laquelle le soumissionnaire a fourni les services à temps.
2. Mesure dans laquelle il a fourni les services en respectant le budget prévu.
3. Mesure dans laquelle il a respecté l'objectif du projet. Les points sont attribués au soumissionnaire en tenant compte de l'ensemble de ses réalisations dans chacune des trois sous-catégories et non projet par projet.

4.3.6 Jalons prévus (estimation)

Date de l'appel d'offres, affichage sur le SEAOG Fin	février 2013
Date de clôture de la demande de soumissions	Début avril 2013
Évaluation et sélection de l'entrepreneur proposé	Mi-avril 2013
Date approximative de l'adjudication du contrat	Fin avril 2013
Installation des campements par transport maritime	Été 2013
Calendrier des travaux de construction et de remise en état des lieux	Été 2013 à été 2015
Démontage des campements	Automne 2015
Fin du gros des travaux prévus dans le contrat	Mars 2016

4.4 Partie 3 - Considérations autochtones

- Le présent besoin est assujéti aux exigences de l'Entente sur les revendications territoriales globales (ERTG) pour le Nunavut. On demande au soumissionnaire de faire appel le plus possible aux groupes inuits locaux visés par l'ERTG et des collectivités environnantes. L'article 24 de l'ERTG pour les Inuits du Nunavut s'applique.

4.4.1 Formation

- Le soumissionnaire s'est engagé à offrir des programmes de formation en cours d'emploi et d'apprentissage aux Inuits de la région visée par le contrat, sans coût supplémentaire, dans le cadre du projet. On considérera que le soumissionnaire a respecté cette exigence lorsque les bénéficiaires auront acquis des aptitudes professionnelles susceptibles d'attestation, ce qui peut normalement faire l'objet d'un processus d'attestation indépendant par une tierce partie.

4.4.2 Recrutement de main-d'œuvre inuite

- Le soumissionnaire a garanti clairement son intention d'embaucher des travailleurs inuits de la région touchée en vue de l'exécution des travaux. Les pourcentages sont indiqués et se rapportent directement aux heures travaillées sur le chantier, peu importe qu'il s'agisse du personnel de l'entrepreneur principal ou de celui des sous-traitants (voir annexe I).

4.4.3 Bureaux au Nunavut

- Présence de sièges sociaux, de bureaux administratifs avec personnel ou d'autres installations dans la Région du Nunavut.

4.4.4 Sous-traitants et fournisseurs

- Le soumissionnaire présente une garantie ferme d'avoir recours à des sous-traitants inuits pour les services ou pour l'acquisition de fournitures et d'équipement de la région visée par le contrat lié au projet. Les fourchettes sont fondées sur les dépenses applicables à l'équipement, aux fournitures ou aux services en tant que pourcentage du coût estimatif total du contrat d'assainissement, et non du nombre d'entreprises utilisées (voir l'annexe I).

Nota : Si l'entrepreneur principal est une entreprise appartenant à des Inuits, la valeur totale en dollars de la passation de marchés avec des Inuits comprend aussi la part du contrat d'assainissement revenant à l'entrepreneur.

4.4.5 Attestations

- 4.4.5.1** Les soumissionnaires doivent remettre une attestation conformément à la section 1.1.1 « Garantie du nombre d'employés inuits » et à la section 1.1.4 « Garantie du nombre d'employés inuits pour l'adjudication de contrats » de l'**Annexe H**.

4.5 Partie 4: Soumission financière

4.5.1 Votre soumission

Le prix que vous proposez conformément à **l'Annexe F** doit être envoyé dans une enveloppe distincte, portant clairement la mention « Soumission financière ». Aucune allusion à des considérations financières ne doit être faite dans votre résumé global ni dans les sections concernant les aspects techniques, la gestion et les Inuit de votre soumission. Vous devez ventiler le prix total proposé et le présenter conformément à la base de paiement proposée à **l'Annexe F**, ci-jointe.

4.5.2 Prix

Tous les prix doivent être indiqués en devises canadiennes FAB ancienne station météorologique du lac Ennadai, au Nunavut. Tous les éléments mentionnés dans la soumission devraient être inclus dans le prix unitaire ferme ou le prix de lot ferme, ou la majoration en pourcentage.

4.5.3 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

4.5.4 Ventilation détaillée

Les soumissionnaires doivent remettre une ventilation détaillée dans leur présentation financière, indiquant le montant approximatif des dépenses qui seront engagées pour l'acquisition de fournitures, d'équipement et de services auprès de sous-traitants et entreprises inuits associés au projet (calculé à partir des dépenses pour l'achat d'équipement, de fournitures ou de services auprès d'entreprises inuites exprimées sous la forme d'un pourcentage du coût total approximatif de l'équipement et des fournitures (se reporter à la **base de paiement à l'Annexe F**). Les dépenses présentées ici correspondent au pourcentage des coûts approximatifs que vous aurez établis, pour le contrat prévoyant les travaux d'assainissement à la section 1.1.4 de **l'Annexe H**.

4.5.5 Droits de douane

Il revient aux soumissionnaires de confirmer les éléments de la soumission financière qui seront assujettis à des droits de douane. Ces montants doivent être inclus et indiqués dans l'estimation des coûts, le cas échéant. Indiquer s'il y a des droits de douane, si les droits de douane ne s'appliquent pas, etc.

5.0 Critères d'évaluation ou méthode de sélection

5.1 Évaluation

Les soumissions sont évaluées à partir des renseignements que nous vous avons demandés de fournir, conformément aux exigences obligatoires et aux exigences cotées décrites à l'Annexe I.

5.2 Sélection de l'entrepreneur

5.2.1.1 L'entrepreneur sera sélectionné de la façon indiquée à l'**Annexe I**, ci-jointe.

Table des matières**ASSAINISSEMENT DU SITE DE
L'ANCIENNE STATION MÉTÉOROLOGIQUE DU LAC ENNADAI
AU NUNAVUT
NUMÉRO DE PROJET DE TPSGC - R.048071.001****Section 2 - Contrat subséquent****1.0 Instructions et conditions**

- 1.1 Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat
- 1.2 Modalités et conditions du contrat

2.0 Exigence

- R1 Spécifications
- R2 Période du contrat
- R3 Priorité des documents
- R4 Représentant du Ministère
- R5 Autorité contractante
- R6 Santé et sécurité
- R7 Conditions supplémentaires
- R8 Conditions générales
- R9 Modalités de paiement

Annexes

- A. Conditions supplémentaires
- B. Conditions générales
- C. Spécifications
- D. Santé et sécurité
- E. Certificat d'assurance
- F. Base de paiement
- G. Modalités de paiement
- H. Attestations et documents requis
- I. Sans objet
- J. Tableau d'évaluation des pénalités et des primes d'encouragement liés à l'emploi d'Inuits

Section 2 - Contrat subséquent

1.0 Instructions et conditions

1.1 Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

1.1.1 Toutes les clauses et les conditions de la demande de soumissions sont identifiées par un numéro, une date et un titre dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*, produit par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada).

1.1.2 Ce guide se trouve sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante
<http://sacc.pwgsc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>

1.2 Modalités du contrat

1.2.1 Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C. 1996, ch.16, les conditions et les clauses déterminées au moyen d'un titre, d'un numéro et d'une date et celles indiquées dans la partie B du document *2003 (2012-11-19) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels* sont incluses dans le document par référence et font partie intégrante du contrat, comme s'il en était stipulé ainsi dans la présente, et sont assujetties à toute autre modalité énoncée dans la présente.

1.3 Principes des coûts contractuels (1031-2, 2012-07-16)

2.0 Exigence

2.1 Résumé

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux spécifications qui figurent à l'**Annexe C** ainsi que dans les sections « Soumission technique » et « Soumission de gestion et d'organisation » dans la soumission présentée par l'entrepreneur, intitulée (à déterminer), en date de (à déterminer).

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), pour le compte d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC), a besoin que des activités d'assainissement soient effectuées au site de l'ancienne station météorologique du lac Ennadai, au Nunavut.

Les travaux comprennent notamment : préparation de documents de planification et de propositions; installation et désinstallation de l'ensemble du personnel, de l'équipement, des installations de soutien et de tous les matériaux nécessaires pour la réalisation des travaux; amélioration des pistes sur le site, de l'accès des hydravions ou de la bande d'atterrissage, selon les besoins, afin de faciliter les activités d'assainissement; aménagement sur place d'une décharge pour les déchets non dangereux; démantèlement et démolition des bâtiments et de l'infrastructure; triage des matières dangereuses et des matières non dangereuses; triage des déchets ligneux non dangereux pour incinération; ramassage et mise en conteneur des matières dangereuses pour élimination; excavation, triage, transport sur place et élimination des matières non dangereuses dans la décharge pour déchets non dangereux; transport hors site et élimination de tous les matériaux dangereux de démolition ainsi que des débris et liquides dangereux à l'installation désignée d'élimination des déchets dangereux de l'entrepreneur; excavation, mise en conteneur, transport et élimination de sols contaminés par des métaux à l'installation désignée d'élimination des sols contaminés de l'entrepreneur; conception et mise en œuvre d'un plan de traitement des sols contaminés par des hydrocarbures pétroliers; incinération sur place du contenu des fûts de liquides organiques et des déchets ligneux non dangereux; mise en conteneur et transport vers l'installation d'élimination hors site de l'entrepreneur des liquides qui ne respectent pas les lignes directrices en matière d'incinération ou en matière d'évacuation des eaux; ramassage, nettoyage et élimination appropriée des fûts, des réservoirs et de leur contenu; mise en valeur et remise en état des sites d'emprunt locaux; remplissage et nivellement de toutes les zones excavées; désaffectation et remblayage des sols de la zone de traitement des terres agricoles.

Prestation de services de soutien sur place suivants : campement de chantier (exploitation et entretien des installations, services d'alimentation et de nettoyage); fourniture et entretien des véhicules du représentant du Ministère, services de sécurité et de protection contre les incendies, locaux à bureaux et services médicaux, plan de santé et de sécurité propre au site; services de communication pour le représentant du Ministère et l'entrepreneur, services de gestion de la faune.

E1 Spécifications

- 1.1 L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans les spécifications ci-jointes, qui figurent à l'**Annexe C** et conformément aux sections couvrant les aspects techniques et la gestion de sa soumission, faisant partie intégrante du présent contrat.

E2 Période du contrat

- 2.1** La période du contrat s'étend du **(date à déterminer)** au 31 mars 2016. Les travaux doivent être réalisés entre (date approximative) avril 2013 et l'automne 2015, et tous les produits à livrer, reçus au plus tard le 31 mars 2016.

- E3** **Priorité des documents** - Conditions supplémentaires, **Annexe A**, ci-jointe, doit s'appliquer au contrat.

E4 Représentant du Ministère

- 4.1** Voici le représentant du Ministère pour le contrat. (À déterminer)

Nom:

Titre:

Adresse:

Téléphone: _____ Télécopieur: _____ Adresse électronique: _____

- 4.2** Le représentant du Ministère s'occupe de toutes les questions concernant les aspects techniques des travaux soumis à cette exigence. Si des changements sont proposés dans l'envergure des travaux, il faut en discuter avec le représentant du Ministère, mais les changements convenus ne peuvent être confirmés que par une modification du contrat apportée par l'autorité contractante.

E5 Autorité contractante

- 5.1** Voici l'autorité contractante pour ce marché.

Marc Poot

Spécialiste de l'approvisionnement

Approvisionnements et services de rémunération, Région de l'Ouest

Programme des sites contaminés du Nord

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Plaza Telus Nord, 10025, avenue Jasper, 5^e étage

Edmonton (Alberta) T5J 1S6

(numéro de téléphone : 780-497-3520; numéro de télécopieur : 819-956-3510)

Courrier électronique : marc.poot@pwgsc.gc.ca

- 5.2** L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et tous les changements au contrat doivent être autorisés, par écrit, par cette autorité contractante. Le titulaire du contrat ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat, ou des travaux qui n'y sont pas prévus, en se fondant sur des demandes ou des instructions verbales ou écrites de personnes autres que l'autorité contractante.

E6 Santé et sécurité

- 6.1** Les dispositions relatives à la santé et à la sécurité, figurant à **l'Annexe D** ci-jointe, s'appliquent au contrat.

E7 Conditions supplémentaires

- 7.1** Les conditions supplémentaires, figurant à **l'Annexe A** ci-jointe, s'appliquent au contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-133161/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-2-35420

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs002

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E8 Conditions générales

8.1 Les conditions générales, figurant à **l'Annexe B** jointe à titre de référence seulement, s'appliquent au contrat.

E9 Modalités de paiement

9.1 Les modalités de paiement, figurant à **l'Annexe G** ci-jointe, s'appliquent au contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-133161/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC

File No. - N° du dossier

NCS-2-35420

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe A

Conditions supplémentaires

Conditions supplémentaires Modifications aux documents du contrat

CS01 SUPPRIMER l'alinéa 1) de la section 1.2.2 des conditions générales, « Ordre de priorité » et le remplacer par ce qui suit.

En cas de divergence ou de contradiction dans les documents suivants, leur prépondérance est établie selon l'ordre ci-après :

- (a) Page couverture et présents articles de l'entente,
- (b) Conditions supplémentaires, **Annexe A**,
- (b) Conditions générales, **Annexe B**,
- (c) Spécifications, **Annexe C**,
- (d) Sa santé et sécurité, **Annexe D**,
- (e) Assurance et certificat d'assurance de l'assureur, **Annexe E**,
- (f) Base de paiement, **Annexe F**,
- (g) Modalités de paiement, **Annexe G**,
- (h) Attestations et documents requis, **Annexe H**,
- (i) Soumissions techniques et de gestion et d'organisation et considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement de la soumission de l'entrepreneur datées _____.

CS02 CG1.8 (2008-05-12) Lois, permis et taxes SUPPRIMER – pas utilisée avec cette exigence.

CS03 CG2.6 Surveillant (2008-05-12) SUPPRIMER et remplacer par ce qui suit.

CG2. 6 Gestionnaire, surveillant ou superviseur de l'entrepreneur

- 1) L'entrepreneur doit, dès que le contrat est adjudgé, désigner un gestionnaire ainsi qu'un surveillant ou un superviseur.
- 2) Il doit mettre sur-le-champ le représentant du Ministère au courant des noms des personnes désignées, de leur adresse et de leur numéro de téléphone conformément à la clause CG2.6.
- 3) Le gestionnaire ou, en son absence, le surveillant ou le superviseur désigné conformément à la clause CG2.6 doit prendre en charge complètement les activités de l'entrepreneur dans les travaux et il doit être autorisé à accepter les avis, les consentements, les décrets, les orientations, les décisions ou autres communications au nom de l'entrepreneur.
- 4) L'entrepreneur doit, tant que les travaux n'ont pas pris fin, laisser un gestionnaire ou encore un surveillant ou un superviseur compétent sur le chantier pendant les heures de travail.
- 5) L'entrepreneur ne doit pas remplacer un gestionnaire ou encore un surveillant ou un superviseur sans le consentement écrit du représentant du Ministère.

CS04 Dans le cadre de ce besoin, seules les CG5.8 de la clause CG5 « Modalités de paiement » R2850D (2010-01-11) seront utilisées. Exception faite des CG5.8 et CG5, les « Modalités de paiement » seront remplacées par celles présentées à l'**ANNEXE G**.

CS05 CG6.4 « Calcul du prix » (2012-07-16) - pas utilisée avec cette exigence.

CS06 CG9 « Sécurité du contrat » R2890D (2012-07-16) - pas utilisée avec cette exigence.

CS07 CG10 « Assurance » R2900D (2008-05-12) - pas utilisée avec cette exigence.
« Modalités de l'assurance » R2910D (2008-12-12) - pas utilisée avec cette exigence.

CS08 Se reporter aux modalités de l'assurance définies à l'**Annexe E**.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-133161/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-2-35420

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs002

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe B

Conditions générales

Conditions générales

Remarque: Des changements ont été apportés aux conditions générales. Pour connaître les modifications apportées aux documents contractuels, veuillez vous reporter à l'**Annexe A** (CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES).

CG1	Dispositions générales	R2810D (2012-11-19)
CG2	Administration du contrat	R2820D ((2012-07-16)
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D (2010-01-11)
CG4	Mesures de protection	R2840D (2008-05-12)
CG5.8	Réclamations et obligations	R2850D (2008-05-12)
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D (2012-07-16)
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D (2008-05-12)
CG8	Règlement des différends	R2882D (2008-12-12)
	Justes salaires et heures de travail - conditions de travail	R2940D (2012-07-16)

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-133161/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35420

Annexe C

SPÉCIFICATIONS

(Jointes en version électronique)

Annexe D

Santé et sécurité

1. Entrepreneur principal
2. Permis, avis
3. Plan de sécurité établi expressément pour le chantier
4. Premiers soins
5. Procédures d'avis préalable
6. Information sur les propriétaires
7. Activités réglementées pour le traitement des déchets dangereux
8. Distribution
9. Personnes-ressources de l'organisme responsable des normes de travail

Santé et sécurité

1. Entrepreneur principal

1.1 Pour les besoins de la loi sur la sécurité des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut, voici ce que l'entrepreneur doit faire pendant toute la période du contrat de travail :

1.1.1 agir comme employeur où il n'y a qu'un employeur sur les lieux du travail, en conformité avec ce que veut l'autorité compétente;

1.1.2 assumer le rôle d'entrepreneur, d'entrepreneur principal ou de constructeur, là où deux employeurs ou plus sont chargés des travaux en même temps et au même endroit sur le chantier, en accord avec l'autorité compétente;

1.1.3 accepter, dans les cas où deux entrepreneurs ou plus travaillent en même temps et au même endroit sur le chantier, sans imposer de restrictions aux conditions générales, l'ordre du représentant du Ministère de faire ce qui suit:

1.1.3.1 s'acquitter, en tant qu'entrepreneur, entrepreneur principal ou constructeur, de la responsabilité des autres entrepreneurs du représentant du Ministère;

1.1.3.2 reconnaître que l'autre entrepreneur du représentant du Ministère est l'entrepreneur, l'entrepreneur principal pour le constructeur et se conformer au Plan lié à la santé et à la sécurité adapté à l'emplacement de l'entrepreneur.

2. Permis et avis

2.1 Remettre les documents suivants au représentant du Ministère:

2.1.1 avant les réunions préalables aux travaux de construction, la transmission et une copie du formulaire de préavis de projet, dans le présent document, envoyé à l'autorité compétente;

2.1.2 avant le début des travaux, des copies de tous les permis, les avis et les documents connexes nécessaires, exigés dans les spécifications et par l'autorité compétente.

3. Plan de sécurité établi expressément pour le chantier

3.1 L'entrepreneur doit remettre aux représentants du Ministère, avant le début des travaux et sans limiter les modalités des conditions générales CG1, un plan lié à la sécurité adapté à l'emplacement, décrivant les programmes liés à la sécurité se rapportant aux travaux généraux ainsi qu'aux activités dangereuses réglementées. Le plan doit se conformer aux spécifications du contrat prescrites par la loi sur la sécurité du Nunavut aux endroits indiqués. En cas de conflit entre les deux, c'est la loi sur la sécurité du Nunavut qui prime. Ce plan doit décrire, sans nécessairement s'y limiter, les programmes couvrant les aspects de la sécurité dans les mines.

1. Sécurité des emplacements et sécurité publique
2. Procédures de travail pour l'amiante
3. Procédures de travail pour les hydrocarbures pétroliers, l'amiante et autre matière dangereuse au besoin
4. Procédures de décontamination et confinement
5. Surveillance médicale et suivi de la santé des employés
6. Protection respiratoire
7. Procédure d'entrée dans un espace clos
8. Comités de SST
9. Supervision et formation
10. Certification des personnes qualifiées
11. Procédures d'urgence et sécurité-incendie
12. Premiers soins
13. Groupe électrique
14. Travail en solitaire
15. Enquêtes et rapports sur les incidents ou les accidents
16. Matières dangereuses
17. Plan d'urgence en cas de désastre écologique ou d'intervention en cas de déversement
18. Sécurité de la faune

4. Premiers soins

4.1 Abstraction faite de ce qui précède, l'entrepreneur doit au moins être en mesure de fournir un technicien d'urgence médicale au sens où on l'entend dans les spécifications. Ce technicien doit avoir suivi 1 000 heures d'enseignement en classe et de formation pratique et avoir accumulé six(6) semaines d'expérience pratique avec le nombre exigé d'appels d'urgence. Le technicien doit être titulaire d'une attestation territoriale qu'il aura reçue après avoir passé l'examen requis ainsi que des examens de remise à niveau tous les deux ans. Le technicien d'urgence médicale est un professionnel de la santé qui a reçu une formation poussée grâce à laquelle il est en mesure d'intervenir dans les cas d'urgence médicale et de traumatismes avant l'arrivée à l'hôpital (« sur le terrain ») en vue de stabiliser l'état d'un patient avant de le déplacer ou pendant son transport jusqu'à une installation médicale appropriée.

4.2 L'entrepreneur doit poursuivre la formation et obtenir l'attestation de premiers soins conformément à la loi sur la sécurité des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut et des règlements apparentés, pendant la durée des travaux prévus dans le contrat.

5. Préavis de projet

À l'intention de l'organisation responsable de la main-d'œuvre de la province ou du territoire

Le présent préavis vise à vous informer du fait que nous, l'entrepreneur coté, entreprendrons un projet fédéral dans votre territoire, pour lequel nous avons été désignés entrepreneur principal, entrepreneur général ou constructeur, et du fait que nous serons chargés de coordonner l'ensemble de la sécurité sur le chantier.

Nous organiserons une réunion de démarrage de la phase 1 à _____(endroit) le _____(date) à (heure). Nous invitons un représentant de la province ou du territoire à y prendre part. Le plan de sécurité établi expressément pour le chantier sera examiné durant cette réunion. Si vous désirez participer à la réunion, veuillez communiquer avec la personne précisée ci-dessous.

Date : _____ Numéro de dossier : _____

Montant du contrat : _____ Numéro de ce projet _____
Raison sociale ou nom de l'entreprise de l'entrepreneur principal (Alberta) (Colombie-Britannique); employeur/entrepreneur (Saskatchewan); employeurs/entrepreneur principal (Manitoba) (Québec) (Terre-Neuve-et-Labrador) (T.N.-O. et Nunavut); employeur/constructeur (Ontario) (Nouvelle-Écosse) (Nouveau-Brunswick) (Île-du-Prince-Édouard) (Yukon)

Adresse postale : _____

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

Nom de l'entrepreneur : _____

Détails du projet

Emplacement du projet : _____

Nature des travaux ou de la procédure amorcés : _____

Nom du surveillant de chantier : _____

Numéro pour joindre le surveillant : _____

Date de début approximatif du projet : _____

Durée approximative du projet : _____

Nombre de travailleurs à employer : _____

Liste des sous-traitants à employer (utiliser plus d'espace au besoin)

Nom de l'entreprise

Adresse ou emplacement de l'entreprise

6. Renseignements sur le responsable

Responsable du projet: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Représentant du responsable: _____

Numéro à composer pour joindre le représentant du responsable: _____

7. Activités dangereuses réglementées

Le présent avis vise à informer le responsable de la province ou du territoire que des activités dangereuses réglementées seront entreprises durant le projet par l'entrepreneur principal, le constructeur ou un de ses sous-traitants. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive et elle pourrait être modifiée de temps en temps.

Remarque à l'intention de l'entrepreneur principal ou constructeur :

Les activités dangereuses réglementées qui sont énumérées ci-dessous peuvent comporter des éléments compris dans le plan de sécurité établi expressément pour le chantier et pour lesquels des procédures de sécurité ont déjà été établies.

Cocher les activités qui seront entreprises et fournir une estimation de la durée de l'activité en heures/jours.

Cocher	Activité	Durée prévue
<input type="checkbox"/>	Travaux de creusage ou d'excavation ou dans les tunnels	
<input type="checkbox"/>	Usage d'un échafaudage fixe/échafaudage volant	
<input type="checkbox"/>	Travaux en hauteur nécessitant une protection antichute	
<input type="checkbox"/>	Utilisation d'une grue	
<input type="checkbox"/>	Travailler en espaces clos	
<input type="checkbox"/>	Dynamitage/utilisation d'explosifs	
<input type="checkbox"/>	Utilisation de systèmes électriques de haute tension ou exposition à ces systèmes	
<input type="checkbox"/>	Travail à haute température	
<input type="checkbox"/>	Démolition	
<input type="checkbox"/>	Utilisation d'équipement lourd qui peut exiger un contrôle de la circulation	
<input type="checkbox"/>	Travaux sur l'eau ou au bord de l'eau	
<input type="checkbox"/>	Travailler avec des substances dangereuses ou des produits réglementés	
<input type="checkbox"/>	Travailler avec des dispositifs à radiations	
<input type="checkbox"/>	Travaux impliquant une exposition à l'amiante, aux PCB et au plomb	

Inscrire toute autre activité dangereuse réglementée ne figurant pas dans la liste ci-dessus.

8. Distribution

L'entrepreneur principal ou le constructeur est tenu de distribuer ce formulaire et de fournir la preuve de cette distribution au responsable de la main-d'œuvre. Les activités du projet ne peuvent pas commencer tant qu'une preuve de l'envoi n'a pas été fournie. La preuve peut être acheminée par courrier recommandé ou en fournissant la copie d'un avis d'envoi par télécopieur, ou par tout autre moyen prouvant que le responsable de la main-d'œuvre a reçu le document :

Original : Envoyer à l'autorité provinciale ou territoriale responsable des normes du travail
Copies : au chargé de projet de TPSGC

Il faut afficher un exemplaire du présent formulaire sur le lieu du travail avant le commencement des travaux.

Remarque: Prière de ne pas inclure de formulaire sur lequel figurent les renseignements personnels d'un tiers, notamment le nom des employés de l'entrepreneur ou tout renseignement concernant une demande.

9. Personnes-ressources de l'organisation responsable de la main-d'œuvre

La personne citée ci-dessous est la responsable de la main-d'œuvre dans les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut. Cette personne ne représente pas la Commission des accidents du travail. La Commission des accidents du travail des Territoires du Nord-Ouest est une entité distincte de celle du Nunavut.

Veuillez ne pas communiquer avec la personne ci-dessous pour des questions concernant la Commission des accidents du travail ou encore pour les autorisations données par cet organisme. Il faut adresser ce genre de demandes à la Commission des accidents du travail, et lorsque cette dernière est composée de deux entités (main-d'œuvre et indemnisation), il faut s'adresser au responsable de l'indemnisation ou des services de l'employeur.

**Commission des accidents du travail
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut
Services de prévention
Case postale 8888
Yellowknife (NT) X1A 2R3
À l'attention de : Agent de sécurité industrielle
Téléphone : 867-669-4418
Télécopieur : 867-873-0262**

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-133161/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC

File No. - N° du dossier

NCS-2-35420

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE E

Conditions d'assurance et certificat d'assurance de l'assureur

1. Conditions d'assurance

1.1 Paiement de la franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

1.2 Déclaration et attestation

L'entrepreneur déclare qu'il détient une assurance responsabilité civile appropriée, conformément aux présentes conditions d'assurance, et qu'il a vérifié qu'il peut obtenir, en temps voulu et avant le début des travaux, la protection d'assurance sur les biens appropriée, exigée par les présentes conditions d'assurance, et il confirme que ce sera possible et, de plus, qu'il pourra conserver toutes les polices d'assurance requises par les présentes conditions d'assurance.

1.3 Période couverte par l'assurance

À moins d'avis contraire par écrit de l'agent de négociation des marchés ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes conditions d'assurance, les polices exigées dans les présentes doivent être en règle à partir de la date à laquelle le contrat sera adjudgé et demeurer en vigueur jusqu'au jour de délivrance du certificat d'achèvement par le représentant du Ministère.

1.4 Exigences en matière d'assurance

1.4.1 L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à **l'Annexe E**. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la période du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

1.4.2 L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

1.4.3 L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les trente (30) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables. L'accès au chantier ne sera accordé qu'aux entrepreneurs ayant fait parvenir un certificat d'assurance à l'autorité contractante, conformément aux spécifications susmentionnées.

1.5 Certificat d'assurance

1.5.1 Le certificat d'assurance est joint à la présente conformément à la section 1.9.

1.5.2 Le certificat d'assurance doit être envoyé conformément à la section **1.4.3**.

1.6 Assurance commerciale de responsabilité civile - G2001C (2008-05-12)

1.6.1 L'entrepreneur doit obtenir et maintenir pour toute la période du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

1.6.2 La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d) Préjudice personnel: L'avenant devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés: Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h) Responsabilité de l'employeur [ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable].
- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j) Avis d'annulation: L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

-
- l)** Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m)** Assurance responsabilité pour un véhicule n'appartenant pas à l'assuré: Protection contre les poursuites qui pourraient être engagées contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules loués ou qui n'appartiennent pas à l'assuré.
- n)** Préjudices découlant de la publicité: L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
- o)** Assurance tous risques de responsabilité civile des locataires: Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations louées.
- p)** Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures): Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- q)** Droits de poursuite: Conformément à l'alinéa 5d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante:

Directeur, Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042,
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal/avocate générale principale
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, tour Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

1.7 Assurance responsabilité civile automobile (G2020C, 2008-05-12)

1.7.1 L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la période du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2000000\$ par accident ou par incident.

1.7.2 La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

- (a) Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2000000\$ par accident ou par incident;
- (b) Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
- (c) Garantie non-assurance des tiers;
- (d) Avis d'annulation: L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- (e) FMPO/SEF/FAQ n° 4a - Avenant relatif au transport d'explosifs.

1.8 Assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement (G2040C, 2008-05-12)

1.8.1 L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la période du contrat, une assurance responsabilité légale en matière de pollution - chantier et une assurance responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1000000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

1.8.2 S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

1.8.3 La police d'assurance responsabilité légale en matière de pollution - chantier et responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage doit comprendre les éléments suivants:

- a) Assuré additionnel: Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit: Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b) Avis d'annulation: L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- c) Séparation des assurés: La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- d) Responsabilité contractuelle générale: La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

-
- e) Transport incident: La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.
- f) Assurance de responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage: La police doit couvrir les blessures corporelles et les dommages matériels causés hors site à des tiers par des rejets provenant de réservoirs de stockage (en surface et sous terre). La protection doit comprendre les mesures correctives et le nettoyage de ces rejets.
- g) Droits de poursuite: Conformément à l'alinéa 5d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur

Direction du droit des affaires

Bureau régional du Québec (Ottawa)

Ministère de la Justice

284, rue Wellington, pièce SAT-6042

Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal/avocate générale principale

Section du contentieux des affaires civiles

Ministère de la Justice

234, rue Wellington, tour Est

Ottawa, Ontario, K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-133161/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35420

1.9 Certificat d'assurance de l'assuré

(À remplir par l'assureur (et non le courtier) et à transmettre à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada conformément à la section 1.4.3.)

MARCHÉ**Description des travaux****N° de marché****Date d'attribution****Endroit****ASSUREUR**

Nom _____

Adresse _____

COURTIER

Nom _____

Adresse _____

ASSURÉ

Nom de l'entrepreneur _____

Adresse _____

ASSURÉ SUPPLÉMENTAIRE

Le Canada représenté par le ministère de Travaux
publics et des services gouvernementaux
TPSCG Région de l'Ouest
Telus Plaza North, 5^e étage
10025, avenue Jasper
Edmonton (Alberta) T5J 1S6

Le présent document atteste que les contrats d'assurance suivants sont actuellement en vigueur et couvrent toutes les activités de l'assuré en relation avec le marché conclu entre l'assuré désigné et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

POLICE**Genre****Numéro****Date de
Prise d'effet****Date
d'expiration****Montant de la
garantie****Franchise**

Assurance commerciale de responsabilité civile (inclut une autre exigence assurée) :

Assurance responsabilité civile automobile (exclut une autre exigence assurée) :

Assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement (inclut une autre exigence assurée) :

Autre (au besoin) :

Chacune des présentes polices renferment les garanties et dispositions spécifiées aux Conditions d'assurances, et chaque police a été modifiée pour couvrir le Canada en tant qu'assuré (à l'exclusion de l'assurance responsabilité civile automobile). L'assureur convient de donner un préavis de 30 jours à Sa Majesté et à l'assuré désigné en cas de modification ou d'annulation d'une garantie d'assurance ou d'un contrat d'assurance.

Nom de l'agent de l'assureur
ou de l'employé autorisé

Numéro de téléphone

Signature

Date

LA DÉLIVRANCE DE LA PRÉSENTE ATTESTATION NE DOIT PAS LIMITER OU RESTREINDRE LE DROIT DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA DE DEMANDER EN TOUT TEMPS DES COPIES CERTIFIÉES CONFORMES EN DOUBLE DES CONTRATS D'ASSURANCE.

Annexe F**Base de paiement proposée
(servira à calculer le paiement)****et****Travaux supplémentaires possibles**

- | | | |
|----|--------------------|--|
| 1) | Sections 1 et 2 - | Base de paiement |
| 2) | Sections 1 et 2a - | BDCP-1 Ventilation des coûts pour la base de paiement |
| 3) | Section 3 - | Travaux supplémentaires possibles |
| 4) | Section 4 - | Ventilation des coûts prévus pour les fournitures, l'équipement et les services obtenus de sous-traitants inuits |

Base de paiement proposée: Travaux connus (servira à calculer le paiement)
Section1: Prix unitaire ferme ou forfaitaire (selon les quantités estimées)
Assainissement du site de l'ancienne station météorologique du lac Ennadai, au Nunavut
Pour la période du contrat.

Le soumissionnaire doit inscrire le prix de chacun des éléments dans les tableaux ci-dessous. Si un élément est gratuit, il inscrit zéro. S'il laisse un élément en blanc, on supposera que cet élément sera gratuit et toutes les modifications de prix seront calculées en conséquence, et le cas échéant, le soumissionnaire sera tenu de respecter le prix total établi. Dans les cas d'omissions graves et à la discrétion de l'autorité contractante, le soumissionnaire peut se voir offrir la possibilité de retirer sa soumission du concours.

1.0 PRIX UNITAIRE FERME OU FORFAITAIRE : PÉRIODE DU CONTRAT

- 1.1** Le soumissionnaire recevra comme paiement un prix unitaire ferme ou forfaitaire, **y compris les profits**, pour les articles mentionnés aux présentes, FAB ancienne station météorologique du lac Ennadai, au Nunavut, droits de douane inclus s'il y a lieu, taxe sur les produits et services (TPS) en sus, tel qu'il convient pour la période du contrat.
- 1.2** Si la quantité finale de l'élément auquel un prix unitaire est attribué dépasse la quantité approximative de l'appel d'offres de plus de 15 %, l'une ou l'autre partie au contrat peut demander par écrit à l'autre partie de négocier un prix unitaire modifié qui s'appliquera au supplément qui dépasse de 115 % la quantité approximative de l'appel d'offres, et pour obtenir rapidement l'approbation de prix unitaire modifié, voici ce que l'entrepreneur doit fournir sur demande au Canada:
- 1.2.1** les dossiers détaillés établissant les dépenses que l'entrepreneur doit effectivement engager pour fournir la quantité prévue dans l'appel d'offres moyennant le prix unitaire jusqu'au moment où la négociation a été demandée;
- 1.2.2** les frais de main-d'œuvre approximatifs à l'unité, l'établissement et les matériaux requis pour la partie de l'élément qui dépasse de 115 % la quantité prévue dans l'appel d'offres.
- 1.3** S'il ressort que la quantité finale produite en fonction des frais de main-d'œuvre et avec l'établissement et les matériaux requis à un prix inférieur au prix unitaire ne dépasse pas 85 % de la quantité approximative de l'appel d'offres, l'une ou l'autre des parties au contrat peut demander par écrit à l'autre partie de négocier un changement au prix unitaire de l'élément dans les cas suivants:
- 1.3.1** il existe une différence démontrable entre les dépenses à l'unité que l'entrepreneur doit engager pour fournir la quantité approximative de l'appel d'offres et les dépenses à l'unité qu'il doit engager pour fournir la quantité finale;
- 1.3.2** la différence dans le coût unitaire est attribuable uniquement à la diminution de la quantité, et à rien d'autre;
- 1.3.3** c'est à la partie qui demande la négociation, d'établir le changement proposé, de le justifier et de quantifier;
- 1.3.4** en aucun cas, le prix total d'un élément qui a été modifié à la suite d'une réduction de la quantité ne doit dépasser le montant qui aurait été payé à l'entrepreneur, si 85 % de la quantité prévue dans l'appel d'offres avaient été effectivement fournis.

Base de paiement proposée : Travaux connus (formera la base de paiement)
Section 1 : Prix unitaire ferme ou forfaitaire (selon les quantités estimées)
pour la période du contrat

Section	Description	Unité	Quantité (est.)	Prix unitaire	Total
BDFC-1	Le reste des coûts du projet comprend tous les coûts variables et indirects. Parmi les coûts indirects, on compte tous les coûts non directement attribuables aux articles de rémunération, notamment les profits, la supervision, les frais généraux et administratifs, les coûts liés à l'assurance responsabilité civile des entreprises, les primes de la Commission des accidents du travail, la réparation de l'équipement, et tous les coûts indirects liés au prix unitaire particulier, etc.	Montant forfaitaire	1		\$
01 11 00-1	Atelier d'orientation des travailleurs	Montant forfaitaire	1		\$
01 11 00-2	Visite du site avant l'installation du chantier	Montant forfaitaire	1		\$
01 29 83-1	Emballage, manutention et transport hors site des échantillons du représentant du Ministère	kg	300	\$	\$
01 29 83-2	Exigences relatives aux essais de l'entrepreneur, y compris l'échantillonnage, l'emballage, la manutention, le transport hors site et les essais.	Montant forfaitaire	1		\$
01 31 19-1	Réunion préalable aux travaux de construction	Montant forfaitaire	1		\$
01 31 19-2	Réunions saisonnières d'avancement des travaux	Chaque	2	\$	\$
01 31 19-3	Réunions mensuelles d'avancement des travaux	Chaque	6	\$	\$
01 31 19-4	Réunions communautaires (Whale Cove, Arviat et Rankin)	Chaque	3	\$	\$
01 33 00-1	Propositions	Montant forfaitaire	1		\$
01 35 15-1	Eau souterraine traitée et eau de contact	Mètre cube	20	\$	\$
01 35 32-1	Plan de santé et de sécurité propre au site	Montant forfaitaire	1		\$
01 35 32-2	Surveillance de la faune avec VTT	jour	150	\$	\$
01 35 43-1	Fournitures de protection de l'environnement	Montant forfaitaire	1		\$
01 53 00-1	Installation	Montant forfaitaire	1		\$
01 53 00-2	Désinstallation	Montant forfaitaire	1		\$
01 53 00-3	Transport du personnel de l'entrepreneur	Montant forfaitaire	1		\$
01 54 00-1	Approvisionnement, exploitation et entretien des installations du campement	Montant forfaitaire	1		\$
01 54 00-2	Gîte et couvert pour le représentant du Ministère et son personnel autorisé	Personne /jour	200	\$	\$
01 54 00-3	Repas occasionnels pour le représentant du Ministère et son personnel autorisé	Chaque	100	\$	\$

Section	Description	Unité	Quantité (est.)	Prix unitaire	Total
01 54 00-4	Transport aller-retour pour le représentant du Ministère et son personnel autorisé du représentant- entre le lieu d'affrètement et le site (comprend aussi les réunions mensuelles)	Personne /voyage aller-retour	50	\$	\$
01 54 00-5	Approvisionnement, installation et exploitation de liens de communication par satellite ou de liens de communication interurbaine pour le représentant du Ministère et son personnel autorisé	Montant forfaitaire	1		\$
01 71 01-1	Levés	Montant forfaitaire	1		\$
01 78 00-1	Documents à verser au dossier du projet	Montant forfaitaire	1		\$
02 41 16-1	Démolition de structures	Montant forfaitaire	1		\$
02 41 16-2	Démolition et mise en décharge sur place des réservoirs 1-5	Montant forfaitaire	1		\$
02 41 23-1	Enlèvement des débris et de divers articles	Montant forfaitaire	1		\$
02 51 00-1	Forage du puits de surveillance	mètre	50	\$	\$
02 51 00-2	Installation du puits de surveillance	Montant forfaitaire	1		\$
02 61 00-1	Traitement des sols contaminés par des hydrocarbures	Mètre cube	2 200	\$	\$
02 61 00-2	Élimination des sols contaminés par des métaux	tonne	2	\$	\$
02 81 01-1	Traitement de liquides organiques	Montant forfaitaire	1		\$
02 81 01-2	Mise en conteneur et transport de matières dangereuses identifiées	Montant forfaitaire	1		\$
02 81 01-3	Élimination hors site de matières dangereuses identifiées	Montant forfaitaire	1		\$
02 81 01-4	Approvisionnement en conteneurs pour déchets liquides dangereux identifiés en vue du transport aérien ou terrestre	Montant forfaitaire	1		\$
02 81 01-5	Approvisionnement en conteneurs pour déchets solides dangereux identifiés en vue du transport aérien ou terrestre	Montant forfaitaire	1		\$
31 22 13-1	Remblai de type 1 pour décharge et terres agricoles	Mètre cube	3 100	\$	\$
31 22 13-2	Remblai de type 2 pour décharge et terres agricoles agricole	Mètre cube	3 000	\$	\$
31 22 13-3	Désaffectation et mise en valeur des terres agricoles	Montant forfaitaire	1	\$	\$
31 23 33-1	Excavation, mise en dépôt et remplacement des morts-terrains propres	Mètre cube	1 500	\$	\$
31 23 33-2	Excavation, mise en dépôt et transport des sols contaminés par des hydrocarbures	Mètre cube	2 200	\$	\$
31 23 33-3	Remblayage	Mètre cube	1 900	\$	\$
31 32 19 01-1	Géotextiles	Montant forfaitaire	1		\$
31 32 19 02-1	Géomembranes	Montant forfaitaire	1		\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-133161/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35420

**Base de paiement proposée - Section 1a: Ventilation des coûts pour la BDPC-1
Durant la période du contrat**

Présentation de la ventilation des éléments Le formulaire ci-dessous présente à l'autorité contractante la ventilation des coûts inclus dans la BDPC-1. Cette ventilation aidera à établir si les coûts représentent un bon rapport qualité-prix s'ils se sont jugés «justes et raisonnables». La ventilation fournie doit correspondre au total fourni à la section 1 de la BDPC-1 de la base de paiement proposée Remarque: Se reporter à 1031-2, article07 pour les coûts qui ne s'appliquent pas. Il se peut qu'on demande une autre ventilation le cas échéant.		Amount
		\$
01 11 00-1	p.ex. profits frais généraux et frais d'administration police CGL CAT partie du programme de formation assumée par l'entrepreneur divers....	\$ \$ \$ \$ \$
01 29 83		\$
01 31 19		\$
01 32 18		\$
01 33 00		\$
01 35 15		\$
01 35 00.06		\$
01 35 32		\$
01 35 43		\$
01 41 00		\$
01 45 00		\$
01 51 00		\$
01 52 00		\$
01 53 00		\$
01 54 00		\$
01 61 00		\$
01 71 01		\$
01 77 00		\$
01 78 00		\$
02 41 16		\$
02 41 23		\$
02 51 00		\$
02 61 00.01		\$
02 81 01		
02 82 00.01		\$
02 82 00.02		\$
02 82 00.03		\$
02 83 10		\$
02 83 11		\$
02 83 12		
02 84 00		
Total pour la ventilation des coûts servant à établir la base de paiement. Le montant en dollars doit être égal à celui qui est indiqué dans la base de paiement BDPC-1 .		\$

Base de paiement proposée (Servira à calculer le paiement)**Section 2: Travaux supplémentaires possibles**

(Il est impossible de quantifier les travaux avant la clôture de la demande de soumissions ou l'adjudication du contrat)

Prix unitaire ferme ou forfaitaire - les taux de rémunération sont fermes jusqu'au 1^{er} avril 2014. Les années ultérieures, jusqu'à décembre 2015, sont assujetties aux dispositions concernant l'IPC.

- 2.0** Le soumissionnaire doit inscrire le prix de chacun des éléments dans les tableaux ci-dessous. Si un élément est gratuit, il inscrit zéro. S'il laisse un élément en blanc, on supposera que cet élément sera gratuit et toutes les prolongations de prix seront calculées en conséquence, et le cas échéant, le soumissionnaire sera tenu de respecter le prix total établi. Dans les cas d'omissions graves et à la discrétion de l'autorité contractante, le soumissionnaire peut se voir offrir la possibilité de retirer sa soumission du concours.

Les travaux supplémentaires possibles consistent en travaux qui ne peuvent pas être quantifiés avant la clôture de la demande de soumissions ou avant l'adjudication du contrat. Si on parvient à déterminer les travaux qui se rangent dans cette catégorie pendant la période du contrat, ils peuvent être approuvés au moyen d'une autorisation de travaux. L'autorisation de travaux doit être négociée et approuvée par le représentant de TPSGC, qui se basera sur le tableau des prix unitaires. Les modalités de paiement décrites à **l'Annexe G** ne s'appliquent pas à la section sur les travaux supplémentaires possibles dans la présente. Le seul mécanisme de paiement est le formulaire d'autorisation des travaux dans la présente, suivant les instructions. Le montant du paiement à demander sera indiqué sur la facture mensuelle, accompagnée du formulaire d'autorisation des travaux.

2.1 Heures-travail pour diverses tâches

L'entrepreneur sera rémunéré en contrepartie des heures effectivement travaillées, approuvées par le représentant du Ministère et calculées selon un taux unitaire ou horaire ferme, dans les frais généraux et les profits, décrit dans le tableau sur les prix unitaires, FAB ancienne station météorologique du lac Ennadai, au Nunavut, TPS en sus.

2.2 Matériaux, fournitures, vols nolisés et locations

Pour la prestation de services d'exploitation et d'entretien supplémentaires et autorisés dans le campement, de vols d'urgence, de matériaux, de fournitures, de fournitures et de services ou pour la location d'équipements variés conformément à la présente section, l'entrepreneur se fera rembourser les dépenses engagées de façon raisonnable à l'ancienne station météorologique du lac Ennadai, au Nunavut, droits de douane inclus le cas échéant, TPS ou TVH en sus, au besoin. L'achat d'un élément ou de matériaux, dont le montant dépasse 10000\$, doit être approuvé au préalable par le représentant du Ministère. Les dépenses approximatives sont limitées à **150,000\$** pour l'élément **P3.2**, auxquels s'ajoutent des frais fixes calculés en pourcentage, représentant la majoration des frais généraux et des profits, pendant la période du contrat.

2.3 Autorisation des travaux et services

L'utilisation approximative de ces éléments ne peut pas être quantifiée conformément aux spécifications ni au moment de l'adjudication du contrat. Les éléments qui requièrent des efforts variables seront négociés et approuvés par le représentant de TPSGC pour les autorisations de travaux dont le montant est inférieur à 100000\$. L'entrepreneur doit préparer et présenter chaque mois un compte rendu au chargé de projet aux fins d'examen et d'approbation de l'utilisation pour confirmation et établissement de l'exactitude, qui sera accepté par toutes les parties (l'entrepreneur, le représentant du Ministère et l'autorité contractante). Toutes les autorisations de travaux dont le montant est supérieur à 100000\$ devront être approuvées par l'autorité contractante et consignées dans le rapport trimestriel versé au dossier du contrat. Le tableau sur les prix unitaires servira à établir les taux de rémunération, les fournitures, les achats de matériaux et la location d'équipements. Le paiement sera effectué une fois par mois, en contrepartie des travaux acceptés par le représentant du Ministère, sous réserve d'une retenue de garantie de 10 %. Tous les éléments dont les coûts sont remboursables peuvent faire l'objet d'une vérification annuelle par le Canada, la retenue de garantie sera annulée selon les conclusions de la vérification. On apportera une dernière modification après vérification finale, afin de rapprocher les coûts avec le prix total du contrat et de l'établir définitivement. Le formulaire d'autorisation des travaux à utiliser est présenté à la page suivante. C'est le représentant du Ministère qui doit le remplir.

2.4 Quantités approximatives

Les quantités qui figurent dans le tableau sur les prix unitaires ne sont que des estimations : il s'agit d'une approximation de l'ensemble des exigences supplémentaires éventuelles, pendant la période du contrat, accordée en toute bonne foi. Ces estimations seront utilisées à des fins d'évaluation et elles ne doivent pas être ajustées. Le montant approximatif prévu à l'origine sera rajusté. Les biens ou les services supplémentaires éventuels, indiqués dans le tableau, ne représentent pas une entente entre le Canada ou le représentant du Ministère selon laquelle les biens ou les services en question seront commandés, en tout ou en partie. La responsabilité du Canada se limite à ce qui est effectivement commandé et accepté par le représentant du Ministère. Le Canada se réserve le droit d'acheter les biens ou les services décrits auprès d'autres sources au moyen de contrats, d'offres à commandes ou d'autres méthodes d'adjudication du contrat, à la disposition de représentant du Ministère.

2.5 Rajustements économiques annuels

- 2.5.1** Les taux qui s'appliquent à la main-d'œuvre et à l'équipement concernant les travaux supplémentaires possibles sont fermes jusqu'au 1^{er} avril 2014, après quoi il se peut qu'ils soient majorés ou minorés chaque année s'il faut que les travaux se poursuivent sur plus d'une saison, en se fondant sur l'indice des prix à la consommation (IPC) de Statistique Canada, par le Nunavut, pour Iqaluit. L'IPC se trouve sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse suivante:

<http://www.statcan.gc.ca/subjects-sujets/cpi-ipc/t090319a2-fra.htm>.

- 2.5.2** Pour avoir droit au rajustement en fonction de l'IPC, l'entrepreneur doit présenter par écrit une demande en ce sens à l'autorité contractante, au plus tard le 1^{er} février de chaque année civile, en basant sa demande sur le taux pour le mois de décembre de l'année civile antérieure. L'autorisation des rajustements est sous réserve de l'approbation de l'autorité contractante.

2.5.3 Si l'entrepreneur ne demande pas de rajustement en fonction de l'IPC, avant le 1^{er} février de chaque année civile, le rajustement demandé à une date ultérieure ne sera pas rétroactif, mais il débutera à la date à laquelle la demande a été présentée.

2.5.4 Selon le calendrier des travaux accepté par le Canada, si les travaux sont retardés pour une autre raison que les raisons autorisées par le Canada, celui-ci se réserve le droit de rejeter une demande de rajustement en fonction de l'IPC.

2.6 Taux relatifs à l'équipement

En vertu de P2.1, les taux relatifs à l'équipement seront payés à l'entrepreneur conformément à l'*Alberta Roadbuilders and Heavy Construction Association Rental Rates Guide & Membership Roster Handbook*, dans sa version la plus récente, pendant la période du contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-133161/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35420

Remarque: Conformément aux instructions de la section 2.3, précédant le formulaire.

Titre du projet: N° du contrat: N° du projet:			N° d'autorisation des travaux _____	
Base de paiement: Conformément à l'Annexe F - Base de paiement Mode de paiement : Conformément à l'Annexe G, Modalités de paiement, section MP4, Mode de paiement.			N° de modification de l'autorisation des travaux _____.	
Exp.: À l'attention de : Tél.: Téléc.: Envoyer la facture à: TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA Telus Plaza North 5 ^e étage, 10025 avenue Jasper Edmonton, Alberta T5J 1S6 À l'attention de: Tél.: Téléc.:				
Taxe sur les produits et services (TPS) (voir dans la présente). Remarque: Inscrire le numéro du projet et du contrat sur votre facture Début des travaux liés à une autorisation des travaux: Les travaux ne peuvent être entrepris avant qu'une autorisation ait été approuvée conformément aux conditions du contrat.				
Valeur initiale		Augmentation ou diminution	Valeur totale revue	
N°	Description des travaux liés aux autorisations de travaux	Prix unitaire	TPS ou TVH (\$)	Prix modifié (\$)
1				
2				
3				
4				
5				
Les travaux seront réalisés le ____ ou avant cette date.				
L'entrepreneur doit préparer et présenter chaque mois un compte rendu au chargé de projet aux fins d'examen et d'approbation de l'utilisation pour confirmation et établissement de l'exactitude, qui sera accepté par toutes les parties (l'entrepreneur, le chargé de projet et l'autorité contractante).				
Autorisation(s) En signant cette autorisation de travaux, le représentant autorisé du Ministère (TPSGC) ou l'autorité contractante de TPSGC atteste(nt) que le contenu de la présente autorisation est conforme aux conditions du contrat. Représentant autorisé du Ministère (TPSGC) Date _____ La limite d'autorisation du représentant du Ministère (TPSGC) est énoncée dans le contrat (< 100 000,00 \$). Lorsque la valeur de l'autorisation de travaux et de ses modifications dépasse cette limite, l'autorisation doit être transmise à l'autorité contractante de TPSGC pour approbation. Autorité contractante de TPSGC Date _____ Signature de l'entrepreneur : _____ Personne autorisée à signer pour l'entrepreneur Date _____			Prix total (avant taxes) \$ _____ Montant TPS/TVH \$ _____ Prix total modifié \$ _____	

**Section 2 - Travaux supplémentaires possibles (formeront la base de paiement)
(Il est impossible de quantifier les travaux avant la clôture de la demande de soumissions ou
l'adjudication du contrat)**

(En fonction de journées de travail de 10 heures, 7 jours sur 7)

P1 - Main-d'oeuvre

Nota 1 : Les prix unitaires fermes ou forfaitaires, jusqu'au 1^{er} avril 2014 et les années subséquentes jusqu'en décembre 2015, sont assujettis à l'IPC.

Nota 2 : Les taux unitaires doivent comprendre les dépenses imprévues pour les heures supplémentaires approuvées puisque la totalité de celles-ci sera facturée au taux unitaire indiqué au tableau ci-dessous.

Article	Description	Unité	Quantité estimée	Prix unitaire	Prix total
P1.1	Surveillant	Heures	170	\$	\$
P1.2	Mancœuvre	Heures	340	\$	\$
P1.3	Mancœuvre – matières dangereuses	Heures	340	\$	\$
Total pour P1 – Main-d'œuvre (TPS en sus)					\$

P2 - Équipement

Nota 1 : Les taux relatifs à l'équipement seront payés à l'entrepreneur conformément à l'*Alberta Roadbuilders and Heavy Construction Association Rental Rates Guide & Membership Roster Handbook*, dans sa version la plus récente, pendant la période du contrat.

Article	Description	Unité	Quantité estimée	Prix unitaire	Prix total
P2.1	Équipement, opérateur, VTT, remorque pour travaux supplémentaires liés aux matières dangereuses, démolition, regroupement des débris ou travaux de traitement des sols	Prix provisoire	1		200 000 \$
Total pour P2 - Équipement (TPS en sus)					200 000,00 \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-133161/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35420

P3 - Matériaux et services

Article	Section	Description	Unité	Quantité estimée	Prix unitaire	Prix total
P3.1		Exploitation et entretien du campement, entre autres, personnel pour les cuisines, les services médicaux, la surveillance de la faune et d'autres tâches de soutien	Jour	20	\$	\$
P3.2	01 11 00	Vols, matériaux et fournitures d'urgence	Prix provisoire			150 000 \$
						@
			Profit total à un pourcentage fixe et ferme			%
			+			+
			Profit total			\$
			=			=
			Coût total de cet article			\$
Total pour P3 - Matériaux et services (TPS en sus)						\$

Résumé de la soumission

Base de paiement proposée - Résumé des prix approximatifs
Prix approximatif (total) - BDP – Section1 (TPS en sus) _____ \$
Total – Prix estimatif - BDP - Section - 2 - P1 à P3 (TPS en sus) _____ \$
Prix approximatif (sous-total) - BDP – Sections1 et 2 (TPS en sus) _____ \$
TPS en sus @ 5 % _____ \$
Prix approximatif (total) - Sections1, 2 (TPS incluse) _____ \$

Section 3 - Ventilation des coûts approximatifs

(Pour les fournitures, l'équipement et les services obtenus auprès de sous-traitants et d'entreprises inuits couverts par l'accord sur les revendications territoriales du Nunavut)

Conformément à l'Annexe F (soumission liée aux coûts) et à l'Annexe H (Attestations et documents requis)

(Le tableau qui suit ne sera pas évalué et ne fera pas partie de la base du paiement)

Élément	Description des fournitures	Nom et emplacement du sous-traitant ou entreprise inuit (si possible)	Coût estimatif \$
1			\$
2			\$
3			\$
4			\$
5			\$
	Total partiel du coût estimatif (TPS en		\$
Élément	Description de l'équipement	Nom et emplacement du sous-traitant ou entreprise inuit (si possible)	Coût estimatif
1			\$
2			\$
3			\$
4			\$
5			\$
	Total partiel du coût estimatif (TPS en		\$
Élément	DESCRIPTION DES SERVICES	Nom et emplacement du sous-traitant ou entreprise inuit (si possible)	Coût estimatif
1			\$
2			\$
3			\$
4			\$
5			\$
	Total partiel du coût estimatif (TPS en sus)		\$
A	Total du coût estimatif des fournitures, de l'équipement et des services obtenus auprès de sous-traitants ou entreprises inuits pour ce projet (TPS en sus)		\$
B	Total du coût estimatif pour ce projet (TPS en sus)		\$
C	Élément A / Élément B (donnée numérique à présenter à l'Annexe H, Attestations).		\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-133161/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35420

Annexe G

Modalités de paiement

Modalités de paiement

MP1 Base de paiement

- 1.1 L'entrepreneur se fera rembourser les dépenses engagées de façon raisonnable selon le prix unitaire ferme ou forfaitaire établi, en contrepartie de l'exécution des travaux, conformément à l'**Annexe F**, ci-jointe, faisant partie du présent contrat.

MP2 Limites des dépenses

- 2.1 La responsabilité du Canada prévue dans le contrat ne doit pas dépasser ___(à confirmer)___ \$, taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée en sus, le cas échéant.
- 2.2 Aucune augmentation de la totalité des engagements du Canada envers l'entrepreneur ni du prix fixé pour les travaux résultant de modifications à la conception, de changements aux caractéristiques ou à leur interprétation ne sera autorisée ni payée à l'entrepreneur, à moins que ces modifications, changements ou interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant la réalisation de ces travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou d'assurer des services qui entraîneraient une augmentation des engagements globaux pour le Canada, à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par l'autorité contractante.

MP3 Base de paiement - Limite de dépenses - Autorisation des travaux (C0204C, 2011-05-16)

- 3.1 L'entrepreneur se fera rembourser les dépenses engagées de façon raisonnable dans l'exécution des travaux énoncés dans l'autorisation des travaux (AT) approuvée, établies selon la base de paiement, jusqu'à la limite de dépenses énoncée dans l'AT approuvée.
- 3.2 Aucune augmentation des engagements du Canada envers l'entrepreneur ni du prix fixé pour les travaux résultant de modifications à la conception ou de changements aux caractéristiques ou à l'interprétation des travaux ne sera autorisée ni payée à l'entrepreneur, à moins que ces modifications, changements ou interprétations aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant leur intégration à ces travaux.

MP4 Mode de paiement

- 4.1 Les paiements seront effectués pas plus d'une fois par mois pour les coûts et les dépenses engagés, dont on retranchera la retenue de garantie, conformément à la base de paiement, **Annexe F**, ci-jointe.
- 4.2 L'entrepreneur doit tenir à jour des dossiers détaillés et précis, classés sous différentes rubriques conformément à l'**Annexe F**, ci-jointe. À la fin du mois, l'entrepreneur doit faire parvenir l'original de la Demande de paiement de TPSGC, dûment remplie, accompagné de deux (2) copies du formulaire, au représentant du Ministère pour le traitement du paiement.
- 4.2.1 Pour ce qui est des travaux ou des services supplémentaires possibles conformément aux exigences prévues au contrat, la vérification de leur coût peut être effectuée par un vérificateur du gouvernement. L'entrepreneur doit conserver toutes les copies des reçus, des bordereaux et des fiches de présence, notamment, pour étayer la demande, au moins pendant les cinq (5) années suivant l'expiration du contrat.

4.3 Voici les éléments que doit contenir chaque demande de paiement:

- 4.3.1 un rapport mensuel d'étape sur les acomptes, décrivant en détail les travaux exécutés et les matériaux livrés sur le chantier, mais qui n'ont pas été utilisés au cours de la période de paiement;
- 4.3.2 les rapports suivants dûment remplis (conformément aux spécifications présentées à l'Annexe C);

Tableau 1 : Résumé mensuel de TPSGC sur la main-d'oeuvre, considérations autochtones

Tableau 2 : Résumé mensuel de TPSGC, nombre de sous-traitants/entreprises, considérations autochtones

Tableau 3 : Statistiques d'AADNC sur les projets

Tableau 4 : Rapport d'AADNC sur les carrières

Tableau 5 : Rapport d'AADNC sur l'environnement

Tableau 6 : Rapport d'AADNC sur l'utilisation de l'eau

Tableau 7 : Rapport d'AADNC sur le rejet d'eaux usées

Tableau 8 : Rapport d'AADNC sur les conflits avec la faune

Tableau 9 : Rapport d'AADNC, résumé des activités d'hélicoptères

- 4.3.3 Sur ces demandes doivent être indiqués le numéro du contrat et les codes financiers figurant à la page 1 du contrat.
- 4.3.4 le montant effectivement demandé, le montant total des demandes de paiement précédentes et le total cumulé à ce jour;
- 4.3.5 la retenue de garantie de dix pour cent (10 %), sauf dans les cas suivants:
 - 4.3.5.1 la Couronne autorise un paiement forfaitaire ponctuel et ferme pour l'installation des campements au démarrage (non assujéti à l'IPC ou ne faisant pas l'objet d'une retenue de garantie);
 - 4.3.5.2 la Couronne autorise un paiement forfaitaire ponctuel et ferme pour le démontage des campements à la fin du projet (non assujéti à l'IPC ou ne faisant pas l'objet d'une retenue de garantie);
- 4.3.6 la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) comme un poste distinct; et le numéro d'inscription à la TPS ou à la TVH;
- 4.3.7 une déclaration assermentée contenant la déposition de l'entrepreneur dans laquelle ce dernier confirme que jusqu'à la date à laquelle la demande d'acompte a été présentée, il se conformait à toutes les obligations prescrites par la loi auxquelles il est assujéti, dans la perspective des conditions de travail et qu'il a délégué toutes les obligations prescrites par la loi auxquelles il est assujéti aux sous-traitants et aux fournisseurs de matériaux par rapport aux travaux prévus au contrat.
- 4.4. Le représentant du Ministère doit, au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la réception d'une demande de paiement, respecter la partie des travaux et les matériaux décrits dans cette demande;

-
- 4.5** La retenue de garantie sera versée une fois par année, à la fin de la saison sur le terrain et une fois le contrat terminé à condition que toutes les obligations soient satisfaites.
- 4.5.1** l'exécution et l'acceptation des travaux;
- 4.5.2** la présentation de tous les produits à livrer, y compris l'équipement fourni ou acheté par le gouvernement, le cas échéant, aux représentants du Ministère;
- 4.5.3** l'approbation de la demande de paiement de la retenue de garantie par la Couronne.
- 4.6** Voici comment sera effectué le paiement à l'entrepreneur par le Canada, en contrepartie des travaux exécutés:
- 4.6.1** dans le cas d'un paiement autre que le paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception d'une demande de paiement dûment remplie par l'entrepreneur;
- 4.6.2** dans le cas d'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception d'une demande de paiement dûment remplie par l'entrepreneur, ou dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les travaux ont pris fin, selon la dernière de ces dates;
- 4.6.3** si le Canada s'oppose à la forme de la demande de paiement, dans les quinze (15) jours suivant sa réception, il doit annoncer à l'entrepreneur la nature de son objection. L'expression « forme de la demande de paiement » signifie qu'il s'agit d'une demande qui contient les documents à l'appui exigés par le Canada ou qui est accompagnée de ce genre de document. Si le Canada ne donne pas cet avis dans les quinze (15) jours, la date indiquée aux alinéas 4.6.1 et 4.6.2 de la clause s'appliquera uniquement aux fins du calcul de l'intérêt sur les comptes en souffrance.

MP5 T1204 – Instructions sur la facturation

- 5.1** Conformément à l'alinéa 221(1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5^e suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide de feuillets T1204 Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements contractuels versés aux entrepreneurs en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés à la fois de biens et de services).
- 5.2** Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, l'entrepreneur est tenu de fournir sur sa première facture:
- 5.2.1** sa dénomination sociale, c'est-à-dire la dénomination associée à son numéro d'entreprise ou à son numéro d'assurance sociale (NAS), de même que son adresse et son code postal;
- 5.2.2** son statut, c'est-à-dire s'il s'agit d'un particulier, d'une entreprise individuelle, d'une société de capitaux ou d'une société de personnes;
- 5.2.3** son numéro d'entreprise s'il s'agit d'une société de capitaux ou de personnes et le NAS s'il s'agit d'un particulier ou d'une entreprise individuelle. Dans le cas d'une société de personnes, si l'entrepreneur n'a pas de numéro d'entreprise, c'est l'associé qui a signé le contrat qui doit donner son NAS;
- 5.2.4** dans le cas d'une coentreprise, le numéro d'entreprises de toutes les parties qui ont un numéro d'entreprise ou leur NAS s'ils n'en ont pas.

- 5.3** Si l'information comprend un NAS, celui-ci doit être placé dans une enveloppe à part avec la mention « PROTÉGÉ » et joint à la facture.

MP6 Retard dans le paiement

- 6.1** Abstraction faite de CG6, si le Canada retarde à effectuer un paiement dû conformément aux modalités de paiement, il ne faut pas considérer ce retard comme une atteinte commise par le Canada à l'égard du contrat.

MP7 Intérêts sur les comptes en souffrance

- 7.1** Aux fins de la présente clause,
- 7.1.1** « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;
- 7.1.2** « taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16h, heure normale de l'Est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement;
- 7.1.3** « date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible en vertu du contrat;
- 7.1.4** une somme est « due et payable » par le Canada à l'entrepreneur le jour où elle est devenue exigible conformément aux conditions du contrat;
- 7.1.5** « en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible.
- 7.2** Le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de trois pour cent (3 %) par année, sur toute somme en souffrance. Les intérêts s'appliquent à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement.
- 7.3** L'entrepreneur doit recevoir des intérêts, sans le demander, sur les paiements en souffrance, sauf dans le cas de sommes qui sont en souffrance depuis moins de quinze (15) jours, auquel cas aucun intérêt n'est versé à moins que l'entrepreneur ne le demande.
- 7.4** Le Canada ne verse pas d'intérêt sur les acomptes en souffrance ni dans les cas où il n'est pas responsable du retard de paiement à l'entrepreneur.

MP8 Rapport d'étape et paiement par la présente qui ne lie pas le Canada

- 8.1** Les acomptes doivent être considérés uniquement comme des paiements provisoires, et le ministre a le droit de procéder à des vérifications périodiques des coûts ou des délais et d'effectuer de temps à autre des rajustements pendant le déroulement des travaux. Les paiements en trop résultant de ces acomptes ou pour d'autres raisons doivent être remboursés sans tarder au Canada.

- 8.2** Ni le rapport d'étape dont il est question à la section MP4.3.1 ni les paiements effectués par le Canada conformément à ces modalités de paiement ne doivent être considérés comme la reconnaissance, par le Canada, que les travaux, les matériaux et les éléments décrits par la présente sont complets, jugés satisfaisants ou conformes au contrat.

MP9 Droit de compensation

- 9.1** Sans réduire le droit de compensation ou de retenue découlant explicitement ou implicitement de la loi ou d'une disposition quelconque du contrat, le Canada peut opérer compensation de toute somme due par l'entrepreneur au Canada en vertu du contrat ou de tout contrat en vigueur, à l'encontre des sommes dues à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 9.2** Pour les besoins du paragraphe MP8.1, « contrat en vigueur » désigne un contrat entre le Canada et l'entrepreneur
- 9.2.1** en vertu duquel l'entrepreneur est légalement tenu d'exécuter du travail ou de fournir de la main-d'œuvre ou des matériaux, ou
- 9.2.2** à l'égard duquel le Canada a exercé, depuis la date à laquelle le contrat a été conclu, le droit de retirer à l'entrepreneur le mandat de fournir les services visés par le contrat.

MP10 Intérêt sur les demandes de paiement réglées

- 10.1** Le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3 % par année, sur toute somme d'un paiement réglé, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement.
- 10.2** Au paragraphe **MP10.1**,
- 10.2.1** une demande de paiement est réputée réglée lorsque les parties signent une entente écrite, indiquant le montant du paiement versé par le Canada et les travaux correspondant au montant en question.
- 10.2.2** une demande de paiement réglée est réputée en souffrance à partir du lendemain de la date à laquelle la demande en question devait être payée conformément au contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 10.3** À l'article **MP10**, « demande de paiement » signifie tout montant contesté faisant l'objet de négociations entre le Canada et l'entrepreneur en vertu du contrat.

MP11 Conditions applicables aux primes d'encouragement et aux pénalités liées à l'emploi d'Inuits

- 11.1** Conformément aux dispositions du contrat proposé, dans les cas où l'entrepreneur atteint les objectifs relatifs aux employés inuits et aux fournisseurs et sous-traitants inuits fixés et garantis dans sa soumission (selon l'**Annexe H**), l'entrepreneur sera rétribué conformément au prix convenu dans le contrat.
- 11.2a** Advenant que l'entrepreneur ne réussisse pas à confier le nombre garanti d'heures de travail à des employés inuits dans le projet et qu'il ne parvienne pas à montrer qu'il a fait les efforts voulus pour atteindre son objectif à cet égard, il se peut qu'un montant pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du contrat soit retranché de la retenue sous forme de dommages-intérêts pour être réaffecté à AADNC.
- 11.2b** Advenant que l'entrepreneur ne réussisse pas à respecter le pourcentage garanti de fournisseurs et de sous-traitants inuits et qu'il ne parvienne pas à montrer qu'il a fait les efforts voulus pour atteindre son objectif à cet égard, il se peut qu'un montant pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du contrat soit retranché de la retenue sous forme de dommages-intérêts pour être réaffecté à AADNC.
- 11.3a** Dans l'éventualité où l'entrepreneur recrute plus d'Inuits que ce qui était prévu dans les objectifs d'emploi fixés et garantis dans la soumission, ce qui représente des gains en matière d'emploi pour les Inuits, sous réserve de l'approbation du représentant du Ministère, l'entrepreneur peut demander une prime d'encouragement pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du contrat, qui pourra lui être versée à la fin du projet.
- 11.3b** Dans l'éventualité où l'entrepreneur fait appel à plus de fournisseurs et de sous-traitants inuits que ce qui était prévu dans les objectifs fixés et garantis dans la soumission, sous réserve de l'approbation du représentant du Ministère, l'entrepreneur peut demander une prime d'encouragement pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du contrat, qui pourra lui être versée à la fin du projet.
- 11.4** L'entrepreneur qui surpasse l'objectif garanti pour l'emploi d'Inuits à l'égard d'un critère, mais qui n'atteint pas l'objectif pour l'autre critère, peut être évalué à la fois au titre d'une prime d'encouragement et d'une pénalité. Les conditions applicables aux primes d'encouragement et aux pénalités liées à l'emploi d'Inuits, décrites plus haut dans les sections **11. 2** et **11. 3**, peuvent être évaluées à partir des formules établies à l'**Annexe J**.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-133161/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC

NCS-2-35420

Annexe H

Attestations et documents requis

1.1.4 Garantie du nombre d'employés inuits pour l'adjudication de contrats**Valeur approximative du nombre d'employés inuits pour l'adjudication du contrat
% de sous-traitants et d'entreprises inuits**

Coût total approximatif pour les fournitures, les matériaux, l'équipement
et les services obtenus auprès d'entreprises inuites pour le projet = _____ %
 Coût total approximatif pour le projet

Remarque: Le contenu lié au nombre d'employés inuits pour l'adjudication de contrats se calcule en divisant le montant total (\$) du contenu des contrats adjugés à des Inuits par le montant total (\$) du contrat visé par la période fixée. Si le principal entrepreneur est une entreprise inuite, le montant total des contrats adjugés à des Inuits comprend également la part du contrat que détient cet entrepreneur, c'est-à-dire le montant total du contrat moins le montant de tous les contrats en sous-traitance accordés à des personnes autres que des Inuits pour la période visée.

1.1.5 Attestation

- 1.1.5.1** En présentant une soumission, le soumissionnaire ou l'entrepreneur confirme que sa garantie du nombre d'employés inuits pour l'adjudication du contrat joint à sa soumission est exacte et complète. Dans cette attestation, il garantit fermement qu'il recourra à des ouvriers inuits compétents visés par le même accord.

1.1.6 Lettre d'une banque ou d'une autre institution financière

Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission la lettre d'une banque ou d'une autre institution financière pour confirmer qu'ils disposent d'une marge de crédit dont le montant est égal aux coûts initiaux de l'installation du chantier [année un (1) du calendrier de l'entrepreneur], pour les travaux d'assainissement à l'ancienne station météorologique du lac Ennadai, au Nunavut, ou une autre garantie de financement, confirmant la capacité du soumissionnaire à supporter les coûts jusqu'au paiement.

1.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations 1.3, Coentreprise, et 1.4, Représentant de l'entrepreneur, énumérées dans la présente devraient être remplies et fournies avec la soumission, mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1.3 Coentreprise

Le soumissionnaire déclare que l'entité qui propose une soumission est ou n'est pas (à supprimer le cas échéant) une coentreprise au sens où on l'entend dans le paragraphe 17 du document 2003 (2011-05-16), *Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels*.

Le soumissionnaire doit également fournir les renseignements demandés ci-dessous

a) Type de coentreprise (cocher la mention applicable) :

- ☐ coentreprise constituée en société
☐ société en commandite
☐ société en participation en nom collectif
☐ entreprise contractuelle
☐ autre

b) Composition : (noms et adresse de tous les membres de la coentreprise)

(c) Numéro d'entreprise - approvisionnement de la coentreprise

1.4 Représentant de l'entrepreneur

Nom :
Entreprise :
Adresse :

Téléphone :
Télécopieur :
Adresse électronique :

1.5 Nom et adresse pour l'attestation d'installation autorisée de traitement des déchets désignée

Le soumissionnaire doit indiquer le nom et l'adresse de l'installation autorisée de traitement des déchets où seront expédiés et éliminés les déchets dangereux et non dangereux dans le cadre du projet, soit :

Nom : _____

Adresse : _____

Numéro de permis : _____

Téléphone : _____

(Nom - lettres moulées)

(Signature de l'agent autorisé)

(Date)

L'entrepreneur atteste que les renseignements fournis dans sa soumission relativement au nom et à l'adresse de l'installation autorisée de traitement des déchets sont exacts et complets.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-133161/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-2-35420

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs002

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe I

- 1. Procédures d'évaluation**
- 2. Base de sélection**
- 3. Méthode de sélection**
- 4. Critères d'évaluation**

1. Évaluation

- 1.1** Chaque soumission doit d'abord satisfaire à toutes les exigences obligatoires établies dans les critères d'évaluation. À défaut de les respecter, les soumissions seront jugées irrecevables et elles ne seront pas prises en considération.
- 1.2** À chaque critère d'évaluation coté correspond un nombre de points équivalent à son importance dans les soumissions présentées. On évaluera dans quelle mesure une soumission satisfait à l'exigence de chaque critère, à la suite de quoi on lui attribuera une note variant de zéro au nombre total de points possibles, zéro indiquant que la soumission ne satisfait pas du tout aux exigences et le nombre total de points possibles, que la soumission remplit tout à fait le critère établi.
- 1.3** Chaque soumission doit obtenir au moins 60 % comme note pour la section technique y compris 2.4.3 et 2.4.9 et le même pourcentage pour la section sur la gestion et l'organisation. Les soumissions qui n'obtiennent pas la note de passage dans une section ou dans l'autre seront jugées techniquement irrecevables et elles ne seront pas prises en considération.
- 1.4** On ajoutera des points pour l'évaluation de la section sur les considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement, sans note de passage. Cependant, les points ainsi obtenus s'ajouteront au nombre maximum total de points possibles.

2. Méthode de sélection : combinaison du mérite (60 %) et des coûts (40 %)

- 2.1** On choisira l'entrepreneur à partir de la meilleure valeur établie grâce à la combinaison la plus élevée du mérite, soit 60 % (aspect technique, gestion et organisation et considérations autochtones) et des coûts, soit 40 % (prix).
- 2.2** Pour évaluer les prix, on attribuera le maximum de points à la soumission la plus basse et on attribuera aux autres soumissions une note proportionnelle. Compte tenu des résultats des évaluations, le soumissionnaire ayant obtenu le nombre total de points combinés le plus élevé, à condition que le prix de la soumission ne dépasse pas la prime maximum de 15 % de la soumission conforme la plus basse, sera recommandé pour l'adjudication du contrat. Si le soumissionnaire qui a obtenu le nombre total de points combinés le plus élevé dépasse la prime maximum de 15 % de la soumission conforme la plus basse, sa soumission sera considérée non conforme et elle ne sera pas prise en considération.

2.3 Calcul de la cote combinée pour le mérite et le prix (exemple seulement)

Nombre total de points : 200

Note de passage = 60 % ou 120 points au minimum pour le prix

Degré d'importance = tech/adm. = 60 % - prix = 40 %

Prime maximum versée = 15 % de la soumission conforme la plus basse

Résumé des résultats de l'évaluation (exemple seulement) (À ne pas distribuer aux soumissionnaires)

Nom de l'entreprise	Soumission tech./gestion (note pass. = 120 points min.)	Proposition de prix évaluée (TPS incluse)	Note pondérée Mérite = 60 %	Note pondérée Coût = 40 %	Note totale
Soumissionnaire A	175/200	1 000 000 \$	53	40	93,0 Meilleure Proposition d'ensemble
Soumissionnaire B	165/200	1 100 000 \$	50,0	37,0	87,0
Soumissionnaire C	155/200	1 150 000 \$	47,0	35,0	82,0
Soumissionnaire D	150/200	1 400 000 \$	45,0	S.O.*	S.O. *
Soumissionnaire E	112/200**	1 200 400 \$	S.O.	S.O.	S.O.

* Le soumissionnaire D(prix) dépasse de plus de 15 % la soumission conforme la plus basse

** Soumissionnaire E : ne parvient pas à obtenir le nombre minimum de points, et est rejeté sans autre examen.

2.4 Évaluation de la soumission technique

ARTICLE	CATÉGORIE	Points possibles
2.4	Soumission technique	
2.4.1	Clarté, concision et caractère exhaustif de la proposition La proposition est claire, concise, complète et bien structurée. Tous les critères sont abordés dans l'ordre précisé dans la DDP et de manière suffisamment approfondie pour montrer une compréhension claire des exigences à satisfaire et des services à fournir.	10
2.4.2	Compréhension du projet Le soumissionnaire a fait la preuve d'une bonne intendance de l'environnement et de sa compréhension de la nature unique du projet et de la portée des travaux, notamment en ce qui a trait aux contraintes inhérentes au travail dans un lieu nordique éloigné, d'accès parfois difficile et où le soutien peut être limité. Il a clairement relevé les principaux défis logistiques et environnementaux associés au travail proposé dans un lieu difficile d'accès.	10
2.4.3	Facteurs liés à la logistique, à l'installation et à la désinstallation Le soumissionnaire a fourni une description détaillée de la façon dont l'ensemble de l'équipement, du carburant, des matériaux, des conteneurs de déchets, des fournitures et du personnel proposé seront transportés aller-retour jusqu'aux chantiers. Il a traité notamment des sujets suivants : Installation et désinstallation <ul style="list-style-type: none"> Liste de l'équipement et des fournitures qui seront apportés sur le chantier, étayée de photographies, en précisant l'état et l'ancienneté (années/heures) de l'équipement lourd. Description du transport par voie maritime, aérienne ou terrestre vers le chantier. Plan de rechange au cas si le plan proposé comporte des lacunes, et cadre de prise de décisions qui sera employé pour la mise en oeuvre du plan de rechange. Détails sur la gestion du carburant, y compris les volumes prévus, le transport, l'entreposage et le transfert. Description détaillée des activités de désinstallation du chantier précisant les modalités du retrait de l'équipement et de la fermeture du chantier. Méthodologie détaillée des améliorations à apporter au site (voies d'accès et bande d'atterrissage). Détails sur le franchissement des cours d'eau et la désaffectation des voies d'accès à la fin du projet. Risques et mesures d'atténuation prévues dans le cadre de cette tâche. Preuve de la compréhension et du respect des exigences réglementaires qui ont trait à la tâche. Détails sur les considérations en matière de santé et de sécurité pour cette tâche. Preuve d'une compréhension claire des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à cette tâche, dans des conditions normales aussi bien qu'en cas d'urgence, et mesures d'atténuation prévues.	60 Note de passage pour ce critère : 60 % (ou 36 points)

ARTICLE	CATÉGORIE	Points possibles
	Soumission technique	
2.4.4	<p>Approvisionnement, exploitation et entretien des installations du campement</p> <p>Le soumissionnaire a donné des précisions sur l'exploitation des campements, les installations connexes ainsi que les services à fournir. Il a traité notamment des sujets suivants pour chacun des campements à dresser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Description des installations, y compris l'emplacement et un plan d'aménagement. • Capacité du ou des campements, nombre des effectifs, heures de travail, rotation des équipes et vols. • Description de la ou des sources d'eau domestique et du processus de traitement proposé si nécessaire pendant la saison des travaux et au moment du lancement et de l'arrêt des travaux, incluant une estimation de la consommation quotidienne et du volume total d'eau nécessaire de chaque source. • Détails du plan de gestion des eaux usées et du plan de gestion des déchets solides. • Détails sur le système de communication. • Détails sur le plan de gestion de la faune. • Dispositions relatives aux représentants du Ministère au campement. • Risques ainsi que mesures d'atténuation associées à cette tâche. • Preuve de la compréhension et du respect des exigences réglementaires qui ont trait à la tâche. • Détails sur les aspects de la santé et à la sécurité pour cette tâche. • Preuve d'une compréhension claire des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche, y compris les plans de secours médical d'urgence et d'évacuation. 	60

ARTICLE	CATÉGORIE	Points possibles
	Soumission technique	
2.4.5	Sols contaminés <ul style="list-style-type: none"> • Méthodologie détaillée de gestion des sols contaminés. Le soumissionnaire a traité notamment des sujets suivants : • Détails sur la méthode d'excavation des sols contaminés. • Détails sur la mise en conteneur, le transport et l'élimination des sols contaminés en fonction des volumes de sol devant être éliminés hors site, lieu de l'élimination et lettre de l'installation confirmant son acceptation des flux de déchets proposés. • Méthodologie détaillée d'aménagement et de désaffectation des terres agricoles. • Méthodologie détaillée du traitement des sols contaminés aux hydrocarbures pétroliers et exigences quant aux délais prévus. • Risques et mesures d'atténuation associées à cette tâche. • Preuve de la compréhension et du respect des exigences réglementaires qui ont trait à la tâche. • Détails sur les aspects liés à la santé et à la sécurité pour cette tâche. • Preuve d'une compréhension claire des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche, y compris les exigences en matière d'équipement de protection individuelle. 	55

ARTICLE	CATÉGORIE	Points possibles
	Soumission technique	
2.4.6	<p>Déchets dangereux Le soumissionnaire a fourni des détails sur la façon dont les matières dangereuses seront ramassées, entreposées et transportées en vue de leur élimination. Il a traité notamment des sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Type de conteneur proposé pour les matières dangereuses et description générale de la façon dont ces matières seront sécurisées, étiquetées et suivies. • Moyens de transport pour l'élimination hors site. • Détails sur l'entreposage temporaire et le regroupement des matières dangereuses mises en conteneur. • Installation d'élimination des matières dangereuses vers laquelle les déchets dangereux seront transportés et confirmation écrite de celle-ci. • Méthodologie détaillée de démolition de bâtiments et de traitement des matériaux. • Risques et mesures d'atténuation associées à cette tâche. • Preuve de la compréhension et du respect des exigences réglementaires qui ont trait à la tâche. • Détails sur les aspects liés à la santé et à la sécurité de cette tâche. • Preuve d'une compréhension claire des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à cette tâche. 	55

ARTICLE	CATÉGORIE	Points possibles
	Soumission technique	
2.4.7	<p>Construction d'une décharge et traitement des débris non dangereux</p> <p>Le soumissionnaire a fourni des détails sur la façon dont les déchets non dangereux seront ramassés, regroupés et transportés à la décharge sur place. Il a traité notamment des sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Méthodologie détaillée de construction, d'exploitation et de fermeture de la décharge sur place. • Méthode et lieux relatifs au triage des flux de déchets, au regroupement et à la réduction du volume. • Risques et mesures d'atténuation associées à cette tâche. • Preuve de la compréhension et du respect des exigences réglementaires qui ont trait à la tâche. • Détails sur les aspects liés à la santé et à la sécurité pour cette tâche. • Preuve d'une compréhension claire des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à cette tâche. 	50
2.4.8	<p>Traitement des fûts et des réservoirs</p> <p>Le soumissionnaire a fourni des détails sur la méthode qui sera employée pour l'échantillonnage et le traitement des fûts. Il a traité notamment des sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Détails sur le plan d'échantillonnage des fûts. • Précisions, y compris la méthode, concernant le traitement et la réduction du volume (découpage, écrasement, déchetage) des fûts et des réservoirs, leur regroupement, le traitement ou le transfert de leur contenu, le nettoyage des fûts et le système de traitement proposé pour l'eau de procédé. • Risques et mesures d'atténuation associées à cette tâche. • Preuve de la compréhension et du respect des exigences réglementaires qui ont trait à la tâche. • Détails sur les aspects liés à la santé et à la sécurité de cette tâche. • Preuve d'une compréhension claire des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à cette tâche. 	50

ARTICLE	CATÉGORIE	Points possibles
	Soumission technique	
2.4.9	<p>Calendrier Le soumissionnaire a établi un calendrier qui indique la durée de chacune des tâches principales. Il a traité notamment des sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Subdivision de chaque tâche en un nombre suffisant de sous-tâches de façon que le représentant du Ministère puisse assurer facilement un suivi des progrès réalisés dans le cadre du projet. Chemin critique des activités prévues au calendrier et marge de manœuvre incluse dans la durée des activités indiquées. État clair de la séquence des activités de travail. Temps prévu pour la réalisation des activités supplémentaires éventuelles dont une estimation se trouve dans les documents d'appel d'offres. Attestation écrite selon laquelle le calendrier proposé sera respecté et les dépenses d'exploitation et les heures associées à l'exécution de travaux contractuels connus, mais non inscrits au calendrier proposé, seront assumées par l'entrepreneur. 	<p>60</p> <p>Note de passage pour ce critère : 60 % (ou 36 points)</p>
	Nombre maximal de points possibles	400
	Nombre minimal de points acceptable au titre de la soumission technique – Note de passage = 60 % (ou 240 points) Note de passage pour l'élément 2.4.3 = 60 % (ou 36 points) Note de passage pour l'élément 2.4.9 = 60 % (ou 36 points)	240
	Total des points accordés - soumission technique	

2.4 Évaluation de la gestion et de l'organisation

ARTICLE	CATÉGORIE	Points possibles
2.5	Soumission concernant la gestion et l'organisation	
2.5.1	<p>Qualifications et expérience de l'entreprise, de la coentreprise ou du consortium</p> <p>Le soumissionnaire a décrit les qualifications de l'entreprise, la coentreprise ou du consortium et fourni les renseignements généraux permettant d'établir l'expérience par rapport à des activités d'envergure semblables dans des emplacements situés dans des lieux éloignés du Nord. Il a fourni des détails sur le système de gestion de la santé et de la sécurité de l'entreprise ou son certificat de reconnaissance, ou l'équivalent.</p>	20
2.5.2	<p>Références de clients</p> <p>Le soumissionnaire a fourni la preuve de la réalisation, par l'entreprise, de trois (3) projets semblables d'assainissement auxquels ont participé notamment les principaux membres de l'équipe de projet proposée. Il a donné le nom des membres de l'équipe de projet, leur rôle, les objectifs du projet, la portée des services, le budget, la date d'achèvement et les produits à livrer. Il a fourni des lettres de référence des clients pour chaque projet mentionné. Ces lettres sont signées et datées par le client et les dates de signature se situent à l'intérieur de la période d'appel d'offres du présent projet.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mesure dans laquelle le soumissionnaire a fourni les services à temps. 2. Mesure dans laquelle il a fourni les services en respectant le budget prévu. 3. Mesure dans laquelle il a respecté l'objectif du projet. <p>Les points sont attribués au soumissionnaire en tenant compte de l'ensemble de ses réalisations dans chacune des trois sous-catégories et non projet par projet.</p>	20

ARTICLE	CATÉGORIE	Points possibles
	Soumission concernant la gestion et l'organisation	
2.5.3	<p>Qualifications des principaux intervenants</p> <p>Le soumissionnaire a remis un curriculum vitæ (deux pages maximum) pour les postes suivants. Les curriculum vitæ doivent comprendre de l'expérience acquise dans des projets semblables, de l'expérience de travail dans des lieux éloignés du Nord et de l'expérience dans les fonctions qui seront assumées dans le cadre du projet proposé.</p> <p>A. Gestionnaire de projet et remplaçant - 20/10</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience manifeste de la gestion de projets d'assainissement, réalisés à une échelle comparable à celle du projet proposé et d'une envergure semblable. - Expérience du contrôle des finances et du calendrier ainsi que de la liaison avec le client. <p>B. Surveillant de chantier et changement de quart de travail - 25/20</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience manifeste de la gestion du personnel dans un campement en région éloignée. - Expérience en tant qu surveillant de chantier dans le cadre de projets d'assainissement d'envergure semblable à celle du projet proposé. <p>C. Coordonnateur de la santé et de la sécurité sur place et hors site - 10/10</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience manifeste de travail en région éloignée dans le cadre de projets d'assainissement d'envergure semblable à celle du projet proposé. - Expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes de santé et de sécurité propres à un lieu dans le cadre de projets d'assainissement. <p>D. Spécialiste des déchets dangereux - 15</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience manifeste sur le terrain dans le cadre de projets d'assainissement d'envergure semblable à celle du projet proposé. - Expérience de l'identification, de l'échantillonnage, de la caractérisation, de la mise en conteneur et du transport de matières dangereuses ainsi que de leur élimination. <p>NOTA : Les remplaçants sont des employés qui seront affectés au projet advenant que les employés désignés ne soient plus disponibles pour cause de maladie, de démission, etc.</p> <p>Le personnel de changement de quart relève régulièrement le personnel désigné lors des changements de quart de travail durant les travaux sur le chantier.</p>	110

ARTICLE	CATÉGORIE	Points possibles
	Soumission concernant la gestion et l'organisation	
2.5.4	Organigramme Le soumissionnaire a présenté un organigramme détaillé de l'équipe du projet sur lequel se trouve AADNC, TPSGC, le représentant du Ministère, le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants. <ul style="list-style-type: none"> · Toutes les ressources, y compris le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants. · Personne responsable de l'ensemble du projet ainsi que des dispositions concernant le contrôle des coûts et le respect de l'énoncé des travaux. · Rapports hiérarchiques entre toutes les parties. 	10
	Nombre maximal de points possibles	160
	Nombre minimal de points acceptable au titre de la soumission concernant la gestion et l'organisation - Note de passage = 60 % (ou 96 points)	96
	Total des points accordés – Proposition concernant la gestion et l'organisation	

2.6 Considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement

ARTICLE	CATÉGORIE	Points possibles
2.6	Considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement	Pondération
*La région visée par le contrat est située dans la Région du Nunavut définie dans l'Entente sur les revendications territoriales globales (ERTG) pour le Nunavut.		
2.6.1	Formation : Le soumissionnaire s'est engagé à offrir des programmes de formation en cours d'emploi et d'apprentissage aux Inuits de la région visée par le contrat, sans coût supplémentaire, dans le cadre du projet. On considérera que le soumissionnaire a respecté cette exigence lorsque les bénéficiaires auront acquis des aptitudes professionnelles susceptibles d'attestation, ce qui peut normalement faire l'objet d'un processus d'attestation indépendant par une tierce partie.	25
2.6.2	Recrutement de main-d'oeuvre inuite : Le soumissionnaire a garanti clairement son intention d'embaucher des travailleurs inuits de la région touchée en vue de l'exécution des travaux. Les pourcentages indiqués ci-dessous se rapportent directement aux heures travaillées sur le chantier, peu importe qu'il s'agisse du personnel de l'entrepreneur principal ou de celui des sous-traitants. 0 - 49 % - du total des heures travaillées - 0 point 50 - 59 % - du total des heures travaillées - 20 – 25 points 60 - 84 % - du total des heures travaillées - 26 – 55 points 85 – 100 % - du total des heures travaillées - 56 – 60 points	60
2.6.3	Bureaux du Nunavut : Présence de sièges sociaux, de bureaux administratifs avec personnel ou d'autres installations dans la Région du Nunavut.	15
2.6.4	Sous-traitants et fournisseurs Le soumissionnaire présente une garantie ferme d'avoir recours à des sous-traitants inuits pour les services ou pour l'acquisition de fournitures et d'équipement dans la région touchée par le contrat lié au projet. Les fourchettes sont fonction des dépenses applicables à l'équipement, aux fournitures ou aux services en tant que pourcentage du coût estimatif total du contrat d'assainissement , et non du nombre d'entreprises utilisées. 0 – 39 % - 0 – 10 points 40 – 59 % - 11 – 20 points 60 – 79 % - 21 – 30 points Plus de 80 % 31 – 40 points Nota : Si l'entrepreneur principal est une entreprise appartenant à des Inuits, la valeur totale en dollars de la passation de marchés avec des Inuits comprendra aussi la part du contrat d'assainissement revenant à l'entrepreneur	40
	Nombre maximal de points possibles au titre des considérations autochtones (PAS DE NOTE DE PASSAGE)	140
	Total des points accordés – Considérations autochtones	

Sommaire de l'évaluation		
	Total de points possibles - Soumission technique Nombre minimal de points nécessaires - Passage ou échec	400
	Ensemble de la soumission technique - (60 % ou 240/400) - PASSAGE/ÉCHEC 2.4.3 de la soumission technique - (60 % ou 36/60) - PASSAGE/ÉCHEC 2.4.9 de la soumission technique - (60 % ou 36/60) - PASSAGE/ÉCHEC	
	Total de points possibles - Soumission concernant la gestion et l'organisation Nombre minimal de points nécessaires - Passage ou échec	160
	Ensemble de la soumission concernant la gestion et l'organisation - (60 % ou 96 points) - PASSAGE/ÉCHEC	
	Total de points possibles – Considérations autochtones pour l'approvisionnement (Pas de note minimale de passage)	140
	Total général de points obtenus - Toutes les sections de la soumission	
	Total général de points possibles - Toutes les sections de la soumission	700
	Sélection de l'entrepreneur - meilleure valeur = mérite + coût	
	Mérite: Nombre total de points obtenus par le soumissionnaire pour tous les aspects/Total de points possibles X 60	60
	Note pour le mérite	
	Coût : Coût estimatif total le plus bas/Coût estimatif total du soumissionnaire X 40	40
	Note pour les coûts	
	Note totale pour la « meilleure valeur » évaluée	100
	Note totale pour la « meilleure valeur »	

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-133161/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC

File No. - N° du dossier

NCS-2-35420

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe J

Liste de contrôle pour les primes d'encouragement et les pénalités liées à l'emploi d'Inuits

LISTE DE CONTRÔLE POUR LES PRIMES D'ENCOURAGEMENT ET LES PÉNALITÉS LIÉES À L'EMPLOI D'INUITS			
PROJET : ASSAINISSEMENT DU SITE DE L'ANCIENNE STATION MÉTÉOROLOGIQUE DU LAC ENNADAI, AU NUNAVUT			
ENTREPRENEUR : _____			
ÉTAPE STATISTIQUES FINALES % PROPOSÉ % RÉEL			
1	Pourcentage d'heures-personnes de travail sur place pour des Inuits		
2	Pourcentage des coûts à des fournisseurs ou sous-traitants inuits		
3	Valeur finale du contrat	\$	
4	<p>Objectif garanti d'emploi d'Inuits sur place atteint, dépassé ou non atteint?</p> <p>• Atteint - Aucune pénalité ou prime d'encouragement.</p> <p>• Dépassé - L'entrepreneur peut demander une prime d'encouragement pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du contrat, qui pourra lui être versée à la fin du projet.</p> <p>Passer au Tableau 1A.</p> <p>• Non atteint - L'entrepreneur peut se faire imposer une pénalité pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du contrat.</p> <p>Passer au Tableau 2A.</p>		
5	<p>Objectif garanti pour les fournisseurs/sous-traitants inuits atteint, dépassé ou non atteint?</p> <p>• Atteint - Aucune pénalité ou prime d'encouragement.</p> <p>• Dépassé - L'entrepreneur peut demander une prime d'encouragement pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du contrat, qui pourra lui être versée à la fin du projet.</p> <p>• Passer au Tableau 1B.</p> <p>• Non atteint - L'entrepreneur peut se faire imposer une pénalité pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du contrat.</p> <p>Passer au Tableau 2 B.</p> <p>Passer au Tableau 2A.</p>		
6	COMMENTAIRES		

TABLEAU 1A - ÉVALUATION DE LA PRIME D'ENCOURAGEMENT À L'EMPLOI D'INUITS SUR PLACE			
POINT	EXIGENCES	VALEUR	NOTE
1	NOMBRE ACCRU D'INUITS EMPLOYÉS SUR PLACE Remarque : La participation des Inuits à la formation qui a été comptabilisée et rémunérée, dans le cadre du contrat et en dehors de celui-ci, n'est pas considérée comme admissible aux fins de la prime d'encouragement et sera donc exclue. Calculer l'augmentation en pourcentage de l'emploi d'Inuits sur place pour le projet selon la formule suivante : $\% \text{ d'augmentation} = \frac{\text{réel} - \text{proposé}}{100\% - \% \text{ proposé}}$ <ul style="list-style-type: none"> 0 - 33 % du total d'heures de travail sur place 0 - 15 points 34 - 66 % du total d'heures de travail sur place 16 - 45 points 67 - 100 % du total d'heures de travail sur place 46 - 60 points 	60	
2	DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR On étudiera au cas par cas la capacité des entrepreneurs de montrer s'ils ont fait les efforts voulus pour dépasser les objectifs d'emploi d'Inuits sur place. Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence. <ul style="list-style-type: none"> 0-20 points - L'entrepreneur n'a pratiquement pas fait d'efforts, voire aucun effort, pour essayer de dépasser les objectifs. 21-30 points - L'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer de dépasser les objectifs en matière d'emploi pour les Inuits. 31-40 points - L'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer de dépasser les objectifs en matière d'emploi pour les Inuits. 	40	
3	NOTE TOTALE ÉTABLIE	100	
4	PRIME D'ENCOURAGEMENT RECOMMANDÉE (valeur finale du contrat) x 1 % x (note totale établie/100)		\$
5	COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS		
6	SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION <ul style="list-style-type: none"> Représentant du Ministère (TPSGC) : _____ Responsable du projet (AADNC) : _____ Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____ 		

TABLEAU 1B - ÉVALUATION DE LA PRIME D'ENCOURAGEMENT POUR LES FOURNISSEURS/ SOUS-TRAITANTS INUITS			
POINT	EXIGENCES	VALEUR	NOTE
1	NOMBRE ACCRU DE FOURNISSEURS/SOUS-TRAITANTS INUITS Calculer l'augmentation en pourcentage des dépenses de projet pour des fournisseurs/sous-traitants inuits selon la formule suivante : $\% \text{ d'augmentation} = \frac{\text{réel} - \text{proposé}}{100\% - \% \text{ proposé}}$ <ul style="list-style-type: none"> 0 - 33 % du total des dépenses fournisseurs/sous-traitants 0 - 15 points 34 - 66 % du total des dépenses fournisseurs/sous-traitants 16 - 45 points 67 - 100 % du total des dépenses fournisseurs/sous-traitants 46 - 60 points 	60	
2	DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR On étudiera au cas par cas la capacité des entrepreneurs de montrer s'ils ont fait les efforts voulus pour dépasser les objectifs visant les fournisseurs/sous-traitants inuits. Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence. <ul style="list-style-type: none"> 0-20 points - L'entrepreneur n'a pratiquement pas fait d'efforts, voire aucun effort, pour essayer de dépasser les objectifs. 21-30 points - L'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer de dépasser les objectifs. 31-40 points - L'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer de dépasser les objectifs. 	40	
3	NOTE TOTALE ÉTABLIE	100	
4	PRIME D'ENCOURAGEMENT RECOMMANDÉE (valeur finale du contrat) x 1 % x (note totale établie/100)		\$
5	COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS		
6	SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION <ul style="list-style-type: none"> Représentant du Ministère (TPSGC) : _____ Responsable du projet (AADNC) : _____ Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____ 		

TABLEAU 2A - ÉVALUATION DE LA PÉNALITÉ POUR L'EMPLOI D'INUITS SUR PLACE			
POINT	EXIGENCES	VALEUR	NOTE
1	<p>Calculer le pourcentage atteint de l'objectif pour l'emploi d'Inuits sur place selon la formule suivante :</p> <p>Pourcentage de l'objectif = $\frac{\text{atteint}}{\text{proposé}} \times 100\%$</p> <p>51 % - 100 % = 30 - 60 points</p> <p>Remarque : Un pourcentage d'atteinte de l'objectif de 50 %</p>	60	
2	<p>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR</p> <p>On étudiera au cas par cas la capacité des entrepreneurs de montrer s'ils ont fait les efforts voulus pour atteindre les objectifs d'emploi d'Inuits sur place.</p> <p>Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence.</p> <ul style="list-style-type: none"> 0-20 points - L'entrepreneur n'a pratiquement pas fait d'efforts, voire aucun effort, pour essayer d'atteindre les objectifs. 21-30 points - L'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer d'atteindre les objectifs. 	40	
3	NOTE TOTALE ÉTABLIE	100	
4	<p>TOTAL DE LA PÉNALITÉ CALCULÉE :</p> <p>$(100 - \text{note totale établie})\% \times (\text{valeur finale du contrat}) \times (1\%)$</p>		\$
5	COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS		
6	<p>SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION</p> <ul style="list-style-type: none"> Représentant du Ministère (TPSGC) : _____ Responsable du projet (AADNC) : _____ Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____ 		

TABLEAU 2B - ÉVALUATION DE LA PÉNALITÉ À L'ÉGARD DES FOURNISSEURS/SOUS-TRAITANTS INUITS			
POINT	EXIGENCES	VALEUR	NOTE
1	<p>Calculer le pourcentage atteint de l'objectif pour les fournisseurs/sous-traitants inuits selon la formule suivante :</p> <p>Pourcentage de l'objectif = $\frac{\text{atteint}}{\text{proposé}} = \frac{\quad}{\quad} \%$</p> <p>51 % - 100 % = 30 - 60 points</p> <p>Remarque : Un pourcentage d'atteinte de l'objectif de 50 % ou moins ne mérite aucun point.</p>	60	
2	<p>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR</p> <p>On étudiera au cas par cas la capacité des entrepreneurs de montrer s'ils ont fait les efforts voulus pour atteindre les objectifs de fournisseurs/sous-traitants inuits.</p> <p>Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence.</p> <ul style="list-style-type: none"> 0-20 points - L'entrepreneur n'a pratiquement pas fait d'efforts, voire aucun effort, pour essayer d'atteindre les objectifs de fournisseurs/sous-traitants inuits. 21-30 points - L'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer d'atteindre les objectifs de fournisseurs/sous-traitants inuits. 31-40 points - L'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer d'atteindre les objectifs de fournisseurs/sous-traitants inuits. 	40	
3	NOTE TOTALE ÉTABLIE	100	
4	<p>TOTAL DE LA PÉNALITÉ CALCULÉE :</p> <p>(100 - note totale établie)% x (valeur finale du contrat) x (1%)</p>		\$
5	COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS		
6	<p>SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION</p> <ul style="list-style-type: none"> Représentant du Ministère (TPSGC) : _____ Responsable du projet (AADNC) : _____ Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____ 		